

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

3 Perplexités postélectorales | Patrice Darteville

dossier

Vrai, faux, usages du faux

- 5 Quand les limites entre vrai et faux s'estompent | Georges Stark
- 7 Le grand art du faux ou la contrefaçon littéraire | Sophie Creuz
- 9 La télévision mythomane | Fernand Letist
- 11 Les scientifiques disent-ils vrai? | Pierre Gillis
- 13 Le christianisme moderne ou la ruse de la déraison | Jean Bricmont
- 15 L'imitation et le plagiat | Paul Aron
- 17 Une authenticité paradoxe | Didier Martens

ÉPOQUE

- 19 Flandre - La politique en trompe-l'œil ou les dangers du façadisme | Olivier Starquit

MONDE

- 20 L'Europe aux abonnés absents | Pascal Martin

ENTRETIENS

- 22 Le nouveau Léviathan | L'entretien de Jean Sloover avec Jacques Julliard

RÉFLEXIONS

- 24 Le sexe a ses raisons que la raison ne connaît point | Michel Grodent
- 26 Quelle laïcité pour le XXI^e siècle? | Philippe Grollet
- 28 Le paradoxe, réalité troublante, récurrente et féconde | Marcel Bolle De Bal
- 29 Un nouveau pendule de Foucault | André Koeckelenbergh
- 30 Jean Calvin - Un homme «nouveau» et infréquentable | Jean-Loup Seban
- 31 Après la religion... | Patrice Darteville
- 32 Europe, monde arabe: représentations et lieux communs | Olivier Starquit

CULTURE

- 33 Paroles de soldat | Une interview d'Yves Quairiaux. Propos recueillis par Virginie Cordier
- 34 Le musée surréaliste de René Magritte | Ben Durant

- 35 agenda

19

30

34

Espace de Libertés vous souhaite d'excellentes vacances avant de vous retrouver en septembre avec un dossier emblématique pour une rentrée: le travail. Comment lui redonner du sens, le repenser, le reconstruire? Vaste programme...

espace de
libertés
MAGAZINE DU CENTRE D'ACTION LAÏQUE

est édité par le Centre d'Action Laïque, asbl et ses Régionales du Brabant Wallon, de Bruxelles, Charleroi, Liège, Luxembourg, Namur et Picardie.

RÉDACTION, ADMINISTRATION ET PUBLICITÉ

Directeur: Patrice Darteville,
Rédactrice en chef: Michèle Michiels,
Secrétaire de rédaction: Nicole Nottet,
Production, administration et publicité: Fabienne Sergoyenne,
Iconographie: Michèle Michiels,
Comité de rédaction: Patrice Darteville, Xavier De Schutter, Julien Dohet, Jérôme Jamin, Yves Kengen, André Koeckelenbergh, Yolande Mendes da Costa, Jacques Rifflet, Johannès Robyn, Frédéric Soumois.
Fondateur: Jean Schouters
Documentation: Anne Cugnon,
Impression: Kliemo.
ISSN 0775-2768

Membre de l'Association des Revues Scientifiques et Culturelles (ARSC).



Avec le soutien de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique - Service général des Affaires générales, de la Recherche en Éducation et du Pilotage interrégionaux - Ministère de la Communauté française.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 en matière de protection de la vie privée, le Centre d'Action Laïque est maître du fichier d'adresses qu'il utilise. Vous pouvez obtenir auprès du CAL vos données personnelles et les faire rectifier.

En couverture: Le faux imite le vrai. Il s'agit ici de la rénovation d'un bâtiment berlinois de K. F. Schinkel (XIX^e siècle) - © iStock

ABONNEMENT

11 numéros

Belgique: 20€
Étranger: 32€
par virement au compte n°210-0624799-74 du CAL.

Centre d'Action Laïque:
Campus de la Plaine ULB, CP 236,
avenue Arnaud Fraiteur,
1050 Bruxelles.
Tél.02/627.68.68 -
Télécopie 02/627.68.61

TVA: BE (0) 409 110 069
E-mail: espace@cal.ulb.ac.be

Editorial

Perplexités postélectorales

Le temps n'est pas si loin où du résultat des élections, on pouvait tirer de claires conclusions pour les laïques, parfois positives comme en 1999 lors des élections fédérales. La situation a évolué et nous sommes assez éloignés de la défaite ou du triomphalisme soit du CD&V et du CDH, soit de partis laïques. La composition actuelle des conseils régionaux et communautaire est bien loin des piliers traditionnels.

Le positif

Le plus encourageant des résultats des élections régionales et européennes en Belgique francophone est certainement la déroute de l'extrême droite dont le score passe de 8,1 à 4,6% des voix. Elle ne compte plus aucun parlementaire régional en Wallonie et à Bruxelles, ce qui est pour nous un grand soulagement. Le contexte européen ne lui est pourtant pas si défavorable, mais la Wallonie et Bruxelles comptabilisent là les bénéfices d'une politique de proximité des élus des partis démocratiques. Il est vrai qu'aujourd'hui, elle ne porte plus que le seul nom de clientélisme, mais on ferait peut-être mieux de se méfier des simplismes: merci Papa?

Du résultat des élections et des premières phases des négociations pour la formation des gouvernements régionaux et communautaires, on retiendra également un élément positif grâce à l'arrivée d'un nouveau luron: la volonté de faire prévaloir l'éthique en politique. Les procès et scandales des vingt dernières années ont révélé des pratiques inadmissibles et, le plus souvent, elles ont mis en cause des partis et hommes politiques laïques, des procès Agusta/Dassault jusqu'à Anne-Marie Lizin en passant par Charleroi. Le problème n'est certes pas génétique. C'est la conséquence d'un pouvoir qui ne risquait pas d'être contesté et donnait le sentiment de l'impunité. On se réjouit d'une nouvelle atmosphère, mais ne croyons pas en l'effet magique d'un énergique et rapide coup de balai. La révélation des affaires n'est pas près d'être terminée et elle risque bien d'être un sujet de préoccupation pendant toute la législature.

Les équivoques

Du point de vue du fonctionnement de la démocratie, quelques problèmes sont pourtant négatifs. Tous les votes sont également légitimes, mais on en est arrivé à l'obligation d'une majorité à trois partis dans chaque Communauté (et encore en Flandre, une tentation d'une coalition à quatre a pu exister), même si quelques courtes majorités avec deux partis sont possibles sauf à réunir les frères ennemis PS et MR (qui ont pourtant gouverné ensemble pendant huit ans et le font encore au gouvernement fédéral dans une formule plus complexe, proche de l'union nationale).

Lors de la campagne, chaque parti a affirmé avec netteté son profil propre, souvent avec intransigeance. C'est normal, voire indispensable, pour la clarté du choix de l'électeur, dira-t-on. Certes, mais l'écart avec la réalité est considérable: tout gouvernement actuel ne peut être qu'hétéroclite

et l'électeur, s'il peut attribuer une force au parti de son choix, est coupé des choix politiques réels. Ceux-ci sont devenus si délicats que seuls des caucus confinés peuvent aboutir. Est-on sûr que la démocratie est gagnante à ces jeux?

Le choc des enjeux entre le 7 et le 8 juin, lendemain des élections, a également quelque chose d'inquiétant. Le 7, on allait raser *gratis* et le 8, on était devant le déficit des Communautés et des Régions. 800 millions pour la Communauté française et la Région wallonne. Que reste-t-il des belles promesses?

De la même manière, la mise sous le boisseau des élections européennes alors que l'échelon est si important fait également partie des erreurs électoralistes. La Belgique et ses élections régionales n'en ont pas le monopole. En Italie, c'était le «Noemigate», ailleurs, le vote de protestation contre le gouvernement en place, etc. Je reste perplexe devant l'irrationalité des débats.

Une année difficile

Demain nous réserve d'autres aventures. Les gouvernements se formeront, mais est-il possible de lever toutes les équivoques? J'ai entendu l'assurance des uns proposer de grands travaux pour sortir de la crise, mais tout indique qu'ils sont remis à des jours meilleurs. L'emploi écologique est censé arranger cela, mais consacrer plus de main-d'œuvre pour faire la même chose qu'avant, c'est surtout baisser les salaires réels.

La question de l'énergie nucléaire qui est surtout fédérale sera l'objet de durs combats dans les prochaines années: pour fermer les centrales nucléaires en 2020-2030, il faudra prendre des décisions très prochainement. Les écologistes semblent plus partagés là-dessus qu'on ne le dit, mais «pour les Verts, cette question est identitaire»¹.

Reste la question belge. Les résultats des élections flamandes, même si là aussi l'extrême droite du Vlaams Belang enregistre un très fort recul, sont clairs: 37,1% des électeurs ont voté pour des partis appelés pudiquement autonomistes, c'est-à-dire indépendantistes. La NVA fait un succès, en partie dû au fait qu'il a très probablement un leader d'exception en Bart De Wever qui a réussi à reprendre une partie des électeurs du Vlaams Belang. Être le plus malin, le plus drôle, le plus compétent finit par peser lourd...

Ce qu'on dit de la nouvelle tactique flamande fondée sur l'attentisme est étrange et la séparation de Bruxelles-Hal-Vilvorde ne s'y accorde guère, mais comme le dit l'éditorialiste dans *La Libre Belgique* «les francophones n'ont qu'à bien se tenir»². La mise à l'écart du VLD, parce que manifestement le moins nationaliste en Flandre, en dit long et laisse la conclusion à l'un de ses leaders, Karel De Gucht:

«ce qui s'est passé n'aidera pas à résoudre la crise, car c'est la victoire des régionalistes qui ne s'intéressent qu'à ce qui se passe dans leur jardin»³.

Patrice Darteville

¹ Cf. Daniel Boy (du Cevipof français) in *Le Monde* du 11 juin 2009.

² Francis Van de Woestyne, *La Libre Belgique* du 9 juin 2009.

³ *La Libre Belgique* du 8 juin 2009.

USAGES DU FAUX

- Quand les limites entre vrai et faux s'estompent
- Le grand art du faux ou la contrefaçon littéraire
- La télévision mythomane
- Les scientifiques disent-ils vrai?
- Le christianisme moderne ou la ruse de la déraison
- L'imitation et le plagiat
- Une authenticité paradoxale

«*Rien n'est plus proche du vrai que le faux*», disait Albert Einstein*. Sans faire le tour complet de la question, quelques domaines sont visités ci-après: la religion, la science, l'art, la littérature... Copies, plagiats, mensonges, faux et usages de faux sont vieux comme le monde mais, paradoxalement, n'est-ce pas en copiant et en imitant qu'on grandit?

* *Comment je vois le monde*

INFO OU INTOX?

QUAND LES LIMITES ENTRE VRAI ET FAUX S'ESTOMPENT

Dans l'information postmoderne, les sécurités ancrées dans la déontologie journalistique s'estompent sous les coups de boutoir de la crise du secteur et de l'instantanéité numérique.

18 septembre 1961. Dag Hammarskjöld, patron de l'ONU, chef de la mission des Nations unies au Congo, que l'on surnomme «Monsieur H», doit atterrir à l'aéroport de Ndola, en Rhodésie du Nord (aujourd'hui la Zambie). Il a rendez-vous avec Moïse Tshombe, pour tenter d'apaiser la rébellion katangaise. La veille, son avion a essuyé des tirs de rebelles et il se déroute pour ne pas emprunter la route où ses ennemis l'attendent peut-être. Près de cinquante ans plus tard, on ne sait toujours pas ce qui est arrivé à son DC-6, mais celui-ci s'écrase, en pleine nuit, à huit kilomètres de sa destination, les occupants sont tués et la petite histoire dit qu'ils ont fini dans les estomacs de certains qui vivaient par là... A-t-il été atteint par de nouveaux tirs katangais, son avion a-t-il connu une banale avarie ou son pilote aurait-il confondu l'approche de Ndola, 1 000 mètres au-dessus de la mer, avec celle de Ndolo, l'ancien aéroport de Léopoldville, qui culminait lui à 300 mètres? Les seuls journalistes arrivent plusieurs jours après l'accident sur place, il n'y plus rien à raconter qu'un amas de métal et plein de questions. Le vrai ici restera, sans doute à jamais, mêlé au faux. La presse connaît des limites, comme les juges d'instruction...

25 décembre 1989. En Roumanie, le tyran Ceausescu vient d'être arrêté. Comme si des décennies d'autocratie et de despotisme ne suffisaient pas à armer le bras de ses juges qui deviendront ses bourreaux, on découvre un charnier de dizaines de victimes torturées, éventrées, mutilées. Les télévisions s'y ruent, les reportages se multiplient. Il y a bien plus de reporters qu'à Ndola pour arpenter le charnier, photographier les cadavres, improviser des micros-trottoirs. Ceausescu est jugé et exécuté en deux jours. Peu de voix s'élèvent pour regretter la manière: qui oserait parler pour un homme capable de faire cela? «Dracula était communiste» titre le journal français *L'Événement du Jeudi*. Seule, en janvier 1990, quelques semaines après son retour de Roumanie, Colette Braeckman ose publier dans *Le Soir* un article intitulé «Je n'ai rien vu à Timisoara», constatant le mensonge médiatique qui avait entouré la supposée découverte de charniers: «*J'y étais et je n'ai rien vu: honte sur moi. Car par contre en arrivant à Bucarest le lendemain, et plus encore en rentrant en Belgique, tout le monde en savait plus que moi sur le sujet. Nul n'ignorait rien de ces corps affreusement torturés, de ces centaines de corps alignés, de ces hôpitaux envahis, la télévision avait tout montré, tout expliqué. Et si c'était passé à la télévision, c'était vrai. Cela devait vrai. Alors moi, qui n'avais rien vu à Timisoara, j'ai préféré me taire...*». La petite histoire raconte, avec davantage de témoins, que l'envoyée spéciale, à l'époque déjà bardée

d'une haute reconnaissance, avait eu les bretelles sévèrement remontée par son chef de service, pour avoir manqué ce beau reportage... Le vrai, ici, était comme étouffé par le faux, par la mystification. Et ceux qui doutaient étaient tenus quasi au silence...

ET VINRENT LES RÉSEAUX SOCIAUX...

23 mai 2009. Vers 12h30, à la suite de ce qui semble être une altercation, un contrôleur de train et un usager tombent sur la troisième voie de la gare de Dinant, alors qu'un train se met en mouvement. Le premier a les deux jambes coupées, tandis que le second est amputé du bout du pied. L'usager venait de descendre du train provenant de Namur et voulait absolument rallier Houyet en compagnie de sa femme et de deux jeunes filles. Un drame, sans aucun doute. Mais l'usager a... septante ans. Tout l'après-midi pourtant, les principaux sites internet belges donnent pour cause une véritable attaque menée par quatre jeunes au moins. Il faut que le bourgmestre de Dinant rectifie ce qui n'est qu'une simple rumeur colportée, mais amplifiée par autant de clavistes qui traitent l'actualité devant leur écran, pour que la cause se déplace de la violence des jeunes générations vers un conflit autour de la fameuse «zone grise» où le train ne roule pas encore mais garde une porte ouverte. Les réseaux sociaux, comme Twitter ou Facebook, sont désormais utilisés comme source relevante par des médias dits de référence. Des photos prises par téléphone mobile sont utilisées comme témoignage. Sans conditionnel ni précaution oratoire, la rumeur, certes vieille comme le monde, mais parée des habits neufs de l'amplification technologique, est hissée au rang de vérité. La frontière entre le faux et le vrai s'est tellement délitée qu'elle a quasi fondu. Après tout, il suffit d'un clic pour non pas démentir, mais pour dire autre chose. Et comme rien n'est enregistré ni enregistrable (sauf à pister à l'avance de tels écarts) sur la Toile, c'est à peu près sans conséquences: ni procès, ni droit de réponse, ni responsabilité. Mais le lecteur est-il vraiment dupe? Ces exemples pourraient être multipliés. Certes, on pourrait invoquer que la rumeur existe depuis des millénaires et que lorsque Voltaire raconte le tremblement de terre de Lisbonne ou que Pline raconte l'éruption du Vésuve, ils travaillent des mois, voire des années, après les faits et également exclusivement à partir de sources secondaires. Comme le journaliste contemporain qui, sauf exception, n'est pas non ►

LE GRAND ART DU FAUX OU LA CONTREFACON LITTERAIRE

Deux phénomènes apportent de l'eau à cette évolution. Le premier est une professionnalisation avancée du secteur qui multiplie les sources d'information. Groupes industriels, partis politiques, associations de citoyens, tous les groupes d'intérêt¹ sont devenus des émetteurs de communication. Il ne se passe plus un jour sans qu'arrive sur les bureaux des rédactions une flopée d'enquêtes prémachées, de sondages prédigérés, de témoignages prérecueillis², mais aussi les derniers scandales à venir, avec des dossiers tout faits et des témoins listés. Plus grave, qu'il s'agisse de clubs de foot, d'organisateurs de spectacles ou de musées, voire de partis politiques, les émetteurs d'infos choisissent de plus en plus les journalistes agréés pour «les traiter», imposent la photo, négocient la page et la surface, exigent de relire ce qui les concerne avant publication³. Les rédactions grognent, mais se rebiffent très rarement.

Comme le médecin n'aurait qu'à parapher la prescription de l'hypocondriaque alarmé par internet, le journaliste moderne n'aurait qu'à griffer une information préformatée. Parfois très au point, puisque rédigée par ses anciens confrères débauchés à prix d'or...

Pourquoi se hâte-t-il tant alors, pourquoi néglige-t-il des vérifications élémentaires? Parce que le deuxième phénomène, l'instantanéité de l'info, a emporté toutes ses réserves comme une vague géante: la même info est sur le bureau de ses confrères, déjà elle glisse instantanément sur les sites internet des radios, des télés et des journaux. Comme à Dinant, le conditionnel et les «peut-être» s'effacent vite, même si l'on ne possède pas davantage d'infos, mais cela fait «plus sérieux» que le doute. Il y a vingt ans, un journaliste aurait bénéficié d'un jour, voire davantage, pour mener son enquête et tourner sept fois sa plume dans sa poche avant de décréter qu'un médicament tue ou guérit, qu'un homme politique a mis son doigt dans la confiture, qu'un sportif sniffe de la cocaïne ou que les élèves francophones sont les plus nuls de l'OCDE... Certains journaux de référence, comme *Le Monde*, s'enorgueillissaient même de ces sujets sur lesquels on avait travaillé sans jamais publier une ligne, parce que telle était la règle quand on cherche avant de savoir ce qu'on va trouver. Le journaliste postmoderne, écrasé par la pression de l'internet instantané et quasi gratuit⁴, menacé de perdre son emploi s'il ne produit pas un certain nombre de sujets double ou triple de ses prédecesseurs, ce qu'il ne peut accomplir qu'en puisant dans des sources prémachées mais potentiellement biaisées, précarisé par des patrons de presse méprisants, accablé de voir disparaître des rédactions les plus belles signatures et les plus affirmées des consciences, ne peut que contribuer à réaliser un produit banalisé et de plus en plus médiocre et racoleur. Au risque de faire fuir ceux-là mêmes pour lesquels il écrivait⁵... La vérité, pour autant qu'il la cherche encore, n'en ressortira que violée. ■

Georges Stark

1 Peu importe ici qu'ils soient légitimes ou pas. Le démocrate recommandera à la fois à un groupe de ce type de s'organiser pour devenir un émetteur d'idées, d'analyses et d'enquêtes pour acquérir une voix dans l'agora. Mais regrettera le phénomène d'inflation qu'il induit et qui, à terme, finit par créer une saturation dommageable à la «vraie vie» qui, elle, percole de moins en moins dans le contenu des journaux, écrits ou télévisés.

2 Cas vécu: «Vous voulez rentrer en contact avec une victime? Vous préférez femme ou homme, vieux ou jeune? Si vous voulez, je peux vous envoyer des enregistrements tout faits pour votre site internet, vous gagnerez du temps».

3 C'est une pratique généralisée pour les pages politiques des journaux flamands, par exemple, et cette norme tend à s'étendre.

4 La concurrence y est si rude que certains sites pratiquent l'intoxication des concurrents en lançant de fausses infos vers 15-17 heures, pour mobiliser les forces de leurs concurrents sur un tuyau crevé... tandis qu'ils œuvrent eux-mêmes sur de vraies informations.

5 Sur ce dernier point, recommandons la lecture des divers écrits du philosophe Marcel Gauchet, rédacteur en chef de la revue *Le débat*. Et citons également Laurent Joffrin, directeur de *Libé* et auteur de *Média-Paranoïa* au Seuil: «Les médias sont de moins en moins capables d'entretenir des rédactions nombreuses, expérimentées et talentueuses. Le modèle low cost risque de devenir la norme, qui réunira sur un même plateau des rédactions multimédias peu nombreuses et travaillant très vite, par téléphone ou par internet, incapables de dégager du temps pour enquêter en profondeur ou payer des spécialistes dont l'expertise les rend à même de contester les informations que diffusent les pouvoirs, économiques ou politiques» (*Journalistes, juin 2009*, p.7).

© AFP

Aujourd'hui, l'information est immédiate. La révolution iranienne passe même par les téléphones portables.

plus sur les lieux des événements non prévisibles. Mais ce serait oublier que la modernité, le monde numérique et la crise actuelle ont précipité les dérives de l'information. Dans les écoles de journalisme, les règles élémentaires du «qui-quoi- où-comment-pourquoi» continuent certes à être doctement enseignées. Mais celle, aussi essentielle, de recouper ses informations est, elle, largement estompée. Il y a encore une vingtaine d'années, une donnée ne devenait un fait avéré qu'après le recouplement de trois sources indépendantes au moins. Indépendantes, cela veut dire qu'elles ne pouvaient ni communiquer entre elles ni partager les mêmes intérêts. Si le fait ne pouvait être établi que par deux sources, le conditionnel et les réserves s'imposaient. Dans ce cas, une grande majorité des journalistes préféraient poursuivre leur enquête que de publier. Manquer un scoop était bien moins grave que d'entamer la réputation d'une signature qui équivaleait souvent à celle d'une agence de presse. Aujourd'hui, pressurés par leur rédaction en chef, la plupart des journalistes se voient assigner, parfois explicitement, mais le plus souvent implicitement, une rentabilité en termes d'informations originales qui les forcent à balayer cette élémentaire prudence. S'ils ne le font pas, ce sont eux qui finissent rapidement par être balayés au nom d'une productivité qui a des apparences déficitaires face à leurs confrères qui ont moins de scrupules — ou moins d'expérience.

La contrefaçon est parfois elle aussi un art inventif, qui va du copiste, fidèlement penché sur l'œuvre du maître pour en saisir l'agencement, à l'emprunteur involontaire qui tant admire qu'il finit par croire que telle tournure d'esprit est la... sienne. «Sur cette croûte, l'artiste s'est représenté en train de peindre un chef-d'œuvre» s'amuse Éric Chevillard dans *L'autofiction*¹. Il arrive encore que le faussaire dépasse le maître, à force de le fréquenter, d'entrer dans l'art et la manière, que l'élève parachève l'original. «On voit assez, dit Paul Valéry, que Baudelaire a recherché ce que Victor Hugo n'avait pas fait»².

Alberto Manguel, qui fit la lecture à Borges, note que l'érudit ne cachait pas ses admirations, et «réécrivait des passages qu'il trouvait malheureux»³. À la différence que Borges citait volontiers ses mentors, reconnaissant pour son récit *Le duel* sa «dette formelle» à Henry James. Chez Racine, les plus avertis trouvent des vers entiers de Rotrou, fameux prédecesseur oublié depuis au profit de... Racine! La pratique était alors courante, faire ses classes auprès des Anciens était un apprentissage, et c'était leur rendre hommage que d'emprunter leur manière. N'est-ce d'ailleurs pas le propre des grandes œuvres que d'inspirer à leur tour? «Être Chateaubriand sinon rien», proclame le jeune Victor Hugo, facile d'une certaine manière, mais n'être pas grand-chose... Mieux vaut se prendre pour Napoléon que pour son cousin.

Est-ce parce que son nom signifie personne en portugais, que Pessoa se choisit des identités multiples? «Imaginons que Valéry, Cendrars, Cocteau, Apollinaire, Larbaud aient été un seul et même homme caché sous plusieurs masques. C'eût été Pessoa. Il a écrit à lui seul les œuvres de cinq écrivains de génie, leur inventant des biographies. Mystification, goût du jeu ou expression sincère de son credo?», selon Robert Bréchon⁴ grand connaisseur de Pessoa qui semble lui répondre, «la vraie vie est celle que nous avons rêvée dans l'enfance, la fausse est celle que nous vivons dans le commerce des autres».

SOPHOCLE PLAGIAIRE DE FREUD?

Peut-on réellement se tromper soi-même et jusqu'à quel point? Thomas Chatterton persévérait dans ses pastiches de la poésie anglaise archaïque en vint, par soif de reconnaissance, à se prendre très au sérieux. Démasqué, le jeune préromantique se suicida, inspiré par ce geste des émules du poète incompris, davantage que par son talent

de prosateur. Être et se prendre pour n'est cependant pas tout à fait la même chose. Don Quichotte en fait les frais: grand amateur de récits de chevalerie, il se prit pour un personnage d'épopée sous la plume d'un Cervantès pas dupe. Cette mise en abîme du roman dans le roman, à partir d'un manuscrit trouvé, disait-il, donna naissance à un genre inédit. Pastiche, faux littéraires, escroqueries innovant donc parfois.

© R. Viollet/AFP

Molière serait-il une invention de Corneille? Molière dans le rôle de Jules César dans *La mort de Pompée* par Pierre Mignard, Paris.

Au XIX^e siècle, la mode du rétro étant très en vogue, il se trouva des Nordiques et des Écossais pour exhumer des bribes de barbes scandinaves ou gaéliques, tel Ossian.

Galvanisée par ces strophes héroïques qui flattaien le sentiment national, toute l'Europe leur fit un triomphe. Goethe lui-même fit lire Ossian à son jeune Werther. Le public en voulant davantage, l'écossais James Mac Pherson qui les avait sorties du confinement régional, se trouva contraint d'en composer davantage. Le doute

1 *L'autofiction*, Éric Chevillard, Arbre vengeur.

2 *Le plagiat par anticipation*, Pierre Bayard, Minuit.

3 *Une histoire de la lecture*, Alberto Manguel, Babel.

4 *In présentation de «Je ne suis personne»* anthologie de Fernando Pessoa, Christian Bourgois

s'installa, car si Ossian a bel et bien existé et produit une œuvre, on sentait dans certains passages un souffle, une langue, une passion trop dans l'air du temps. On réclama les originaux et Mac Pherson fut acculé à fabriquer... des preuves. Wagner succomba aussi à la fièvre ossianique, il adapta à la sauce germanique sa Tétralogie faisant d'Odin un Wotan entouré de walkyries aux origines douteuses d'un point de vue mythologique.

Mais qu'en est-il du vol d'idées à ceux qui ont suivi? Sauvagrenu? *Le plagiat par anticipation*, savoureux essai de Pierre Bayard, auteur de *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus*, rend à chacun son dû. «Et si Sophocle avait plagié Freud, et Voltaire, Conan Doyle?» Les grands créateurs prennent souvent, nous dit-il, de l'avance sur leur temps. N'est-ce pas le propre de l'imagination que d'inventer des faits à venir? Ils sont perméables à l'avenir, à tel point que Pierre Bayard qualifie certaines pages de Maupassant de «proustiniennes». Pour ne pas passer lui-même pour usurpateur, il reconnaît que l'idée du plagiat par anticipation n'est pas de lui, mais des oulipiens Queneau, Perec, Italo Calvino qui rapprochaient *Zadig* des *Aventures de Sherlock Holmes*. Même raisonnement à rebours.

CORNEILLE, PRÊTE-NOM DE MOLIÈRE

L'admiration fait parfois l'inverse, non pas anticiper mais détrôner opportunément des fragments perdus d'œuvres antiques. Pierre Louÿs «retrouve» pour son pur plaisir, une poétesse grecque, dont il retranscrit les *Chansons de Bilitis* (1894). La poétesse est saphique de Lesbos, cela va sans dire s'agissant de Pierre Louÿs. C'est pourtant lui qui soulève le lièvre de l'affaire Molière, un doute littéraire, que reprend Denis Boissier⁵. Et si Molière était une invention de Corneille? Chef de troupe, comédien sur tous les fronts, comment a-t-il pu écrire 33 pièces dont on n'a retrouvé aucun manuscrit? «Relisant "Amphytrion", écrit Denis Boissard, je crois bien que Pierre Louÿs avait un peu raison, une partie doit être du Corneille, ce sont les mêmes rythmes, les mêmes tours délicieux qu'on retrouve dans "Psyché"». Corneille veillait pourtant jalousement sur ses droits d'auteurs avant la lettre. Le copyright ne sera créé qu'au XIX^e siècle. Il se chuchote que, sous le sceau du secret, Molière lui aurait payé fort cher ses comédies. «Molière a du génie et Christian était beau», soupire Cyrano de Bergerac, non pas le véritable, mais celui de Rostand.

Étrange sort des doubles qui connaissent parfois une deuxième vie, plus populaire que l'originale. Terrifié par la vieillesse et sa mise au rebut, Romain Gary écrivit sur le tard *La vie devant soi* sous le nom d'Émile Ajar. Météore de la littérature, venu de nulle part, auteur d'un premier roman *Gros-Câlin*, cet Ajar intrigue. Sous la fraîcheur du style, l'humanité du propos, les critiques sentent le métier et avancent des noms. Qui se cache là, Aragon, Queneau? Et voilà que *La Vie devant soi* remporte le Goncourt. Romain Gary ne sort pas du bois pour autant, il demande à son neveu d'être le prête-nom d'Émile Ajar qui donne des interviews, et refuse le Prix Goncourt (un auteur ne peut le recevoir qu'une seule fois, or Gary l'avait remporté en 1956). Dépassé par le jeu, Émile Ajar (Romain Gary) écrit *Pseudo* puis *Vie et mort d'Émile Ajar* paru après son suicide... Étrange histoire qui trouve ces jours-ci un prolongement sensible puisque son fils (et celui de Jean Seberg) publie un récit autobiographique dans lequel il réclame la paternité de ses parents devenus sujets d'essais et de thèses...⁶

⁵ *L'Affaire Molière, la grande supercherie*, Denis Boissier-Jean-Claude Godefroy.
⁶ *S. ou l'espérance de vie*, Alexandre Diego Gary, Gallimard
⁷ «Plagiaires et plagiés devant les tribunaux», Emmanuel Pierrat, www.leplagiat.net

«MENSONGE DE BONNE FOI»

Parfois, juste retour des choses, ce sont des fictions qui s'emparent d'auteurs. Misha Defonseca, nom d'emprunt, a dû admettre que *Survivre avec les loups*, son récit «auto-biographique», ne l'était pas. Cette Belge catholique, or-

Survivre avec les loups, une pure invention très médiatisée.

LA TÉLÉVISION MYTHOMANE

Le temps est aux genres télévisuels hybrides. Docu-fiction, films du réel, *infotainment*, canulars, le petit écran brouille la frontière entre le vrai et le faux. Pour le meilleur et pour le pire.

Quelle menteuse, la télé! C'est plus fort qu'elle. Depuis sa création, on a bien tenté de contenir et baliser son dangereux penchant à travestir, adapter, aménager la réalité. Mais rien n'y fait, cette tare est inscrite dans son ADN. Et l'air du temps semble désormais valoriser ce penchant. Ce qui, pendant des décennies, n'a pas été le cas. Le mot d'ordre a longtemps été: «*surtout pas de confusion des genres!*» entre fictions, documentaires, reportages d'information, divertissement... Question de déontologie et de repères clairs à garantir aux téléspectateurs. Question de conformisme aussi. Ce cloisonnement théorique a tenu un temps avant que, progressivement, certains professionnels ne transgessent les limites et, en apprentis sorciers, osent des croisements télégénétiques inédits. Pour le meilleur et pour le pire.

DOCU-MENTEUR ET INFO-INTOX

Aujourd'hui, tout est dans tout. Les grands faits ou personnages historiques nous sont exposés en docu-fiction. Meurtriers, faits divers ou problèmes de société sont évoqués en «films du réel». L'information flirte souvent avec le divertissement. La fiction s'empare de l'actualité chaude et le canular journalistique n'hésite parfois plus à détourner l'information pour provoquer des électrochocs dans l'opinion.

Il y a bien sûr une gradation dans l'art du faux. Tout autant que dans la pertinence de son usage. Lorsqu'en 1991, Thierry Ardisson installe dans son émission *Double jeu* une séquence «Info-Intox» nourrie de différents reportages, on est dans le clin d'œil potache. Quand le docu-fiction s'empare des grands épisodes de l'histoire (voire de la préhistoire), la fiction et les reconstitutions lui permettent de combler les trous en l'absence d'archives et de donner chair à des personnages. Le réalisateur Jacques Santamaria, auteur de *La Reine et le cardinal*, plaide cette cause: «*Ne refusons pas à l'histoire sa part romanesque*».

Reste à savoir laquelle. Car la fiction, on le sait, fait largement usage de sa liberté de création souvent au mépris de la réalité historique. Parfois, le docu-fiction édulcore, tronqué. À d'autres moments, il se fait très «assertif», en imposant délibérément un point de vue invérifiable. Là se situe le problème, car force est de constater que la télévision est désormais le média qui sédimente l'histoire et sa représentation dans la mémoire collective. Une responsabilité énorme! Pour beaucoup de téléspectateurs, Jean Moulin aura à jamais les traits de Francis Huster (*Jean Moulin, une affaire française*), Napo-

leon (le pauvre!), ceux de Christian Clavier et René Bousquet (*Le grand arrangement*) la tête de Daniel Prevôt. Et tel épisode historique tracé par la télévision sera pris pour argent comptant avec cachet «chose vue à la télé» faisant foi.

Pour traiter de l'histoire immédiate, les affaires se corsent encore davantage. Avide d'histoires extraordinaires, la télévision n'a qu'à se baisser pour cueillir dans l'actualité, dans la réalité, un matériau idéal à convertir en récits plus ou moins romancés. L'exercice est encore plus dangereux, la fiction du réel ou la fiction documentaire n'ayant ni le recul nécessaire, ni la rigueur journalistique pour bien appréhender un fait, un drame, un événement, une tragédie. De *L'affaire Villemain* diffusée, après moult actions juridiques, en 2006, à *Dans la tête du tueur* consacré au serial killer Francis Heaulme, le petit écran fait son miel de l'actualité judiciaire. On frémît à l'idée de ce qu'elle pourrait tirer des horribles parcours de Marc Dutroux ou de Michel Fourniret! [ndr: l'émission *Faites entrer l'accusé* de Ch. Hondelatte sur France 2 a évoqué ces deux grandes enquêtes criminelles].

ARME DÉMOCRATIQUE?

Pourtant, le «faux», synonyme de fiction, et usage de faux pour témoigner de la réalité voire informer peut parfois se révéler une arme démocratique bien utile. Car on permet bien plus d'audace et de subjectivité à la fiction (plus inattaquable en justice) qu'à l'info journalistique. Nombreux sont les scénaristes britanniques qui en sont convaincus. Pour soulever des sujets politiquement délicats liés à l'actu immédiate, rien de tel qu'un bon «téléfilm inspiré de faits réels».

En 2005, coup sur coup, des auteurs de la BBC ou de Channel 4 ont pris plusieurs sujets très chauds à bras-le-corps. Comme la mort étrange et violente de David Kelly, expert en armement et conseiller du gouvernement britannique pour évoquer l'entrée en guerre de l'Angleterre en Irak (*The Government Inspector*). Comme le sort de détenus britanniques à Guantanamo (*In This World*). «*Tout sujet d'actufiction, périlleux par définition, doit être envisagé*, argumente l'éditorialiste anglais Mark Lawson. C'est souvent le seul vrai moyen de s'attaquer à des faits cachés et qui le seront encore longtemps si nous restons les bras croisés».

Pour la petite histoire, chez nous dans les années 90, la RTBF avait un solide projet de fiction sur l'histoire des Tueurs du Brabant. Dès l'annonce de son existence, le projet a été enterré très profond... ▶

À lire: *Télévision et histoire, la confusion des genres*, J. Veyrat-Masson, collection Médias-Recherches, Ina, De Boeck, 2008, 22,50€.

La chaîne publique belge sera bien moins réservée le 13 décembre 2006 avec la diffusion du fameux *Bye Bye Belgium*, le faux JT annonçant la séparation de la Belgique sur décision unilatérale des Flamands. Le redoutable docu-fiction imaginé par Philippe Dutilleul va provoquer un véritable séisme. À cause de ce qu'il remue dans les tripes du grand public belge, mais aussi à cause de sa forme. La polémique va faire rage sur le fait que le sacro-saint Journal Télévisé et son incarnation, François De Brigode, se soient prêtés au canular. Circonstances aggravantes, le JT, symbole du sérieux de l'info, donc de la vérité, aurait par son instrumentalisation perdu toute crédibilité en se mettant au service du faux, de la fiction sans que dans les premières minutes la réelle nature du programme ne soit dévoilée aux téléspectateurs.

Bye Bye Belgium a aussi été un électrochoc pour l'écriture télévisuelle belge d'habitude si sage et conformiste. Le fait de secouer le cocotier, même avec ce procédé limite, aura eu au moins le mérite de remuer les esprits (des citoyens, des politiques, des professionnels de l'audiovisuel) et de faire réfléchir.

ÉLECTROCHOC

C'est la même motivation à éveiller les consciences qui a récemment poussé Christophe Nick à manier le faux pour mettre en lumière une inquiétante réalité. Pendant deux semaines en avril dernier, le journaliste habitué à secouer le PAF avec ses enquêtes en béton, a enregistré *Zone Xtrême*, un faux jeu de téléréalité en public, avec la complicité de France 2 et de son animatrice Tania Young.

Son principe? Une adaptation de la célèbre expérience scientifique menée par le psychologue américain Robert Milgram de 1960 à 1963. À l'époque, le chercheur soumet 600 personnes à des tests visant à évaluer l'obéissance des cobayes humains à une autorité légitime. Concrètement, un individu pose des questions à un autre individu. Si la réponse est mauvaise, le premier envoie une décharge électrique au second. Plus ce dernier se trompe, plus l'intensité du courant augmente. Détail de taille: tout est faux, sauf le «bourreau». Celui-ci est le seul à ignorer que sa «victime» est un comédien qui mime la souffrance face à un choc électrique factice.

Sous l'autorité de Milgram dans les sixties, 62,5% des «tortionnaires» étaient allés jusqu'à infliger le voltage maximum à leurs «victimes». Dans le faux jeu de téléréalité, 80% des candidats-questionneurs placés sous l'autorité de l'animatrice Tania Young iront jusqu'au plafond de 480 volts! De cette expérience hallucinante, Nick a tiré un double documentaire qui démontre l'impact de la téléréalité sur les mentalités et son pouvoir à pousser ses candidats, conditionnés par vingt ans de *reality show*, aux pires extrémités.

Christian Clavier EST désormais Napoléon...

BALISER ET ÉDUQUER

Autant d'exemples qui prouvent qu'utilisées à bon escient, la capacité de la télévision à mentir, mettre en scène ou évoquer artificiellement peut avoir sa pertinence. Mais ce ne sont là qu'exceptions. La télévision l'a bien compris et, sans totalement supprimer le risque de confusion des genres, elle balise de plus en plus ses programmes de mentions claires sur la nature de ce qu'on voit. Des «ceci est une parodie» à «réalisé avec trucages» et autres «reconstitutions», le petit écran doit afficher la couleur pour conserver la confiance de ses téléspectateurs.

Dans ce contexte, on ne peut que regretter l'insuffisante politique d'éducation aux médias, à leurs codes et à leur décryptage.

LES SCIENTIFIQUES DISENT-ILS VRAI?

Vrai ou faux? Question simple, fréquemment posée dans des jeux et dans les questionnaires à choix multiple que connaissent bien les étudiants. Une proposition est vraie, dans ce contexte, dans la mesure où elle correspond à un état de choses. Le problème, bien sûr, c'est que nous n'avons pas un accès direct à l'état des choses, et que cette adéquation entre une proposition, une assertion, une affirmation et l'état des choses passe nécessairement par des pensées, des croyances, des théories ou des énoncés qui expriment nos représentations de ces choses. Vieux débat philosophique: la réalité existe-t-elle indépendamment de la perception que nous en avons? Et dans quelle mesure nos théories sont-elles un reflet de cette réalité?

Ces questions, les praticiens des «vieilles» sciences (autre manière de parler des sciences dures, ou exactes, ou inhumaines...) ne se les posent en général pas, si ce n'est lorsqu'on les extrait de leur milieu naturel, et de toute façon jamais, sans exception, dans leur pratique. Qui peut sérieusement croire que la construction du LHC à Genève, le gigantesque accélérateur de particules dont l'allumage effectif ne se fait pas sans mal, construit à coups de milliards d'euros, aurait été décidée et achevée dans le but d'explorer les ressorts cachés des mécanismes de pensée des physiciens qui se consacrent à la réalisation des expériences qui y sont menées? Les chercheurs ne se posent pas ces questions parce qu'ils y apportent spontanément des réponses résolument positives. Et donc, le vrai et le faux sont des catégories qui a priori font pleinement sens pour eux.

La vérité serait donc de l'ordre de l'ontologie. Comment y accéder? Première tentative de réponse: si quelque chose est vrai, on doit pouvoir en faire la preuve. C'est l'argument que Jean-Paul II avait invoqué en conclusion de la rediscussion du procès de Galilée, en 1992, lorsqu'il avait réhabilité le cardinal Bellarmino, dirigeant du Saint-Office (l'Inquisition) au début du XVII^e siècle, plutôt que Galilée: Jean-Paul II avait tenu à préciser que Bellarmino avait eu raison de suggérer à Galilée de présenter le système de Copernic comme une hypothèse, «tant qu'il n'était pas confirmé par des preuves irréfutables. C'était pourtant là une exigence de la méthode expérimentale dont il [Galilée] fut le génial initiateur»¹. Hypothèse, à entendre par opposition à une vérité, «scientifique» ajoute-t-on souvent.

LA DIFFICULTÉ DE PROUVER

À suivre feu le Pape, c'est donc la preuve qui constitue le critère de vérité. L'exigence est forte: encore aujourd'hui, on peut discuter l'existence d'une preuve du mouvement de la Terre; l'expérience du pendule de Foucault², peut-être — mais tous ceux qui ont jeté un regard attentif aux développements mathématiques qui expliquent la durée de la

rotation du plan d'oscillation du pendule de Foucault savent à quel point ces développements sont inscrits dans la mécanique mise au point par Newton, Lagrange, Hamilton et quelques autres. Rejetez la mécanique, la preuve s'évanouit.

Karl Popper a pris acte de cette critique, en inversant la démarche: est scientifique une théorie qui s'expose à la réfutation, en avançant des propositions suffisamment précises pour, le cas échéant, entrer en contradiction avec des observations. Popper disqualifiait ainsi les prétentions à la scientifcité du marxisme et de la psychanalyse. On peut ajouter, dans un registre moins polémique, que le darwinisme et la cosmologie contemporaine ne sont sans doute pas davantage réfutables — tout simplement parce que ces grands cadres théoriques disposent d'un nombre de degrés de liberté suffisant pour résister à une simple réfutation, forcément ponctuelle. Leur scientifcité n'est pas sérieusement contestée pour autant...

Pierre Duhem, grand physicien français de la fin du XIX^e siècle, catholique fervent et homme de droite convaincu, un autre relecteur de l'épisode «Galilée», ne disait pas autre chose: «Le physicien, écrit Duhem, ne peut jamais soumettre au contrôle de l'expérience une hypothèse isolée, mais seulement tout un ensemble d'hypothèses. Lorsque l'expérience est en désaccord avec ses prévisions, elle lui apprend que l'une au moins des hypothèses qui constituent cet ensemble est inacceptable et doit être modifiée, mais elle ne désigne pas celle qui doit être changée»³.

UN SYSTÈME ÉDITORIAL CONTRAIGNANT

Ne chargeons pas davantage la barque: il serait naïf d'identifier le vrai au prouvé. C'est pourquoi les revues scientifiques modernes, celles qui ont pignon sur rue, ont longuement mis au point des procédures de publication bien réglées, clairement pensées pour substituer une démarche institutionnelle au dilemme ontologique vrai/faux: chaque manuscrit est envoyé à quelques spécialistes du domaine dont il traite, les auteurs soumettant ainsi leur production à l'avis de leurs pairs, et ces rapporteurs (les «referees») en vérifient les qualités méthodologiques, la rigueur, l'originalité, l'importance et la présentation. En retour, être publié dans une revue cotée confère un label de qualité au travail effectué, les rapporteurs s'en portant en quelque sorte garants.

Le système connaît parfois des ratés. Ainsi, la célèbre revue anglaise *Nature* s'illustra il y a une trentaine d'années en refusant en première lecture le bref article dans lequel le chimiste américain Paul Lauterbur (nobélisé depuis lors, et précisément pour ce travail et pour ses retombées) proposait pour la première fois une méthode

1 Discours du Souverain Pontife Jean-Paul II aux membres de l'Académie pontificale des Sciences réunis à Rome en Assemblée plénière: *Copernic, Galilée et l'Église, L'Observatore Romano*, n°45, 10 novembre 1992 (pp.6-7).

2 Voir à ce sujet l'article «Un pendule de Foucault» d'A. Koeckelenbergh en page 29.

3 La théorie physique: son objet, sa structure, 1906, texte complet disponible sur http://www.ac-nancy-metz.fr/enseign/philo/textesph/Duhem_theorie_physique.pdf

LA RELIGION: VRAIE OU FAUSSE?

LE CHRISTIANISME MODERNE OU LA RUSE DE LA DÉRAISON

permettant de localiser dans l'espace l'origine d'un signal de résonance magnétique nucléaire, méthode qui est à la base de la réalisation des imageurs par résonance magnétique que l'on trouve aujourd'hui dans de nombreux hôpitaux — motif du refus: idée pas vraiment intéressante. *Nature* a ensuite changé d'avis. Personne n'est parfait, pas même les éditeurs de revue!

Autre exemple, et sujet explosif: la mémoire de l'eau, derrière laquelle se profile l'homéopathie, et, par-delà, l'ombre du gigantesque marché médical et pharmaceutique qu'elle draine.

Première étape: les résultats de l'équipe parisienne du docteur Benveniste sont publiés par *Nature*, en juin 1988, mais, surprise, avec des «réserves éditoriales», indiquant que le caractère extraordinaire des résultats annoncés, qu'aucune base physique n'appuie, appelle une enquête supplémentaire destinée à vérifier la reproductibilité des expériences⁴.

On peut comprendre: les expériences indiqueraient qu'une solution aqueuse d'anticorps, à savoir l'anti-immunoglobine E (IgE), continue à être biologiquement active alors même qu'elle est tellement diluée qu'il ne reste probablement plus aucune molécule active dans l'échantillon. La démonstration expérimentale est statistique; il ne pourrait en être autrement à partir du moment où les solutions contenant de l'IgE provoquent des effets terriblement dispersés, comme souvent quand il s'agit d'effets biologiques: on appellera simplement que si beaucoup d'individus touchés par la peste mouraient, certains s'en sortaient.

Les réserves éditoriales ont débouché sur l'envoi d'une commission de contrôle, composée du rédacteur en chef de la revue *Nature*, d'un magicien (celui qui avait démontré l'escroquerie d'Uri Geller, qui tordait les cuillers rien qu'en y pensant), et d'un des rapporteurs de l'article, qui s'était montré très hostile à sa publication. La composition de cette commission indique clairement que le soupçon portait sur une fraude, et pas sur une erreur. Celle-ci (la fraude) ne pouvant être établie, la commission a changé son fusil d'épaule, et s'est attachée à prouver le caractère non reproductible des expériences incriminées. Elle est arrivée à ses fins, en écartant des résultats positifs pour lesquels les conditions imposées

par le magicien afin d'exclure toute possibilité de fraude n'avaient pas été remplies, et en enregistrant trois résultats négatifs. Dans les semaines qui ont suivi, les colonnes de *Nature* ont foisonné d'interventions diverses, surtout pour condamner Benveniste, ou pour suggérer des artefacts (c'est-à-dire des effets non maîtrisés de l'instrumentation expérimentale, et extérieurs à l'objet même de l'expérience).

La suite de l'histoire est étonnante, voire pathétique dans le chef de Benveniste, désireux de prouver sa bonne foi et la validité scientifique de ses affirmations, et, d'autre part, résolument confiant dans les procédures de contrôle en vigueur chez les scientifiques. Deux ans plus tard, nouvelles mesures, soumises à *Nature*, refus, puis à *Science*, autre importante revue scientifique, nouveau refus. Elles furent finalement publiées dans les *Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, en France⁵, sous prétexte d'une réponse à un article du chimiste Jean Jacques qui proposait, lui aussi, une explication en forme d'artefact.

La morale de cette saga, vingt ans plus tard, est claire: ce qui me semble être un dérapage par rapport aux normes de publication scientifique a été induit par la réurgence incontrôlée du dilemme vrai/faux, probablement sédimenté dans la profondeur des convictions sous-jacentes des référents et des éditeurs. Ceux-ci sont plus que réticents à l'idée de publier, et donc de légitimer, quelque chose de «faux». Faut-il être convaincu que la mémoire de l'eau est «vraie» pour s'opposer à ce point de vue? Au sens indiqué au début de cet article (elle correspondrait à un état de choses), je me permets, à l'instar de la grande majorité des physico-chimistes, les plus grands doutes. Mais le problème n'est pas là: le mélange des genres (fraude et erreur méthodologique) est malsain. Les procédures habituelles d'acceptation sont contraignantes et sérieuses. Elles sont suffisantes. Ne fût-ce que dans le sens de la recherche d'un artefact, il aurait sans doute été intéressant de poursuivre, plutôt que de jeter l'opprobre. Le retour du refoulé pourrait se transformer en retour de manivelle, actionnant une forme pernicieuse de censure... ■

Pierre Gillis

Professeur de physique à l'Université de Mons-Hainaut

4 E. Davenas, F. Beauvais, J. Amara, M. Oberbaum, B. Robinzon, A. Miadonna, A. Tedeschi, B. Pomeranz, P. Fortner, P. Belon, J. Sainte-Laudy, B. Poitevin & J. Benveniste, «Human basophil degranulation triggered by very dilute antiserum against IgE», *Nature* 333, 816-818 [1988].

5 J. Benveniste, E. Davenas, B. Ducot, B. Cornillet, B. Poitevin, A. Spira, «L'agitation de solutions hautement diluées n'induit pas d'activité biologique spécifique», *C.R. Acad. Sci. Paris* 312, Série II, 461-466 [1991].

Quand on lit les ouvrages des athées et des matérialistes du XVIII^e siècle, on n'a pas l'impression qu'ils combattaient des gens qui «avaient la foi» ou qui «avaient choisi de suivre Jésus», ou pour qui la «perspective religieuse était porteuse de sens»; au contraire, ils se trouvaient face à des gens qui *savaient* (ou croyaient savoir) que la religion catholique était *vraie*. Et la vérité de celle-ci signifiait bien plus que la simple existence de «quelque chose qui nous dépasse» ou même d'une vague divinité. Elle signifiait la croyance littérale au récit biblique, au ciel et à l'enfer, aux miracles, à l'efficacité de la prière, au jugement dernier etc. Quand les chrétiens modernes nous disent que la religion et la science ne sont pas en conflit, parce qu'elles s'occupent de réalités d'ordres différents (ou quelque chose de ce genre), ils oublient que, pendant des siècles, les vues de l'immense majorité des chrétiens, ainsi que celles de l'immense majorité des croyants aujourd'hui dans le monde, entraient bel et bien en conflit avec la science.

En effet, on peut distinguer trois aspects dans le discours religieux: un aspect pseudo-scientifique, qui comprend la croyance aux miracles, à la littéralité du récit biblique et à l'efficacité de la prière. Un aspect métaphysique, à savoir essentiellement l'existence de dieu, de l'âme et de la vie après la mort. Et un aspect moral, y compris le discours sur le «sens». La science a effectivement montré que le récit biblique n'était pas défendable littéralement (et cela remonte à Galilée, bien avant Darwin). Elle a jeté le doute sur la plupart des miracles et tous les tests tendant à démontrer l'efficacité des prières se sont révélés négatifs. Face à cela, le discours religieux s'est «modernisé», c'est-à-dire qu'il s'est concentré de plus en plus sur les aspects métaphysiques et moraux, et il s'est engagé, en ce qui concerne les textes sacrés, sur la voie «herméneutique», faite d'interprétations et de réinterprétations constantes de ces textes. On a ainsi «découvert», petit à petit, que la religion catholique n'était pas incompatible, contrairement à ce qu'a longtemps soutenu l'Église, avec la laïcité, la science, y compris la théorie de l'évolution, la démocratie ou le féminisme. Mieux, on s'est «rendu compte» que le christianisme avait même été une des sources de toutes ces idées, découverte qui aurait fort étonné Galilée, le Chevalier de la Barre, les premières féministes et bien d'autres.

Pour ce qui est de la partie métaphysique du discours religieux, la science ne peut pas la réfuter directement. Mais elle jette le doute sur ce genre d'assertions quand elles sont découpées de toute observation empirique. D'ailleurs, la plupart des croyants ne le sont pas à cause d'arguments purement métaphysiques (les «preuves» de l'existence de Dieu), mais parce qu'ils sont convaincus par les aspects pseudo-scientifiques de la religion. Remarquons d'ailleurs

que leur position n'est pas si irrationnelle que cela; en effet, si les miracles avaient vraiment lieu et si la prière était vraiment efficace, il serait sans doute rationnel de croire en une sorte de force ou d'être surnaturel. Ce qui est le plus irrationnel, c'est d'adhérer à la croyance littérale au récit biblique, au ciel et à l'enfer, aux miracles, à l'efficacité de la prière, au jugement dernier etc. La croyance dans les aspects pseudo-scientifiques de la religion reculait, la croyance dans les aspects métaphysiques reculait aussi ou, au moins, devenait de plus en plus vague. Peu de chrétiens modernes croient littéralement à l'enfer, pour ne pas parler des limbes que presque tout le monde a oubliés.

Reste évidemment la morale. La science ne peut, à elle seule, justifier une morale, mais, à nouveau, elle tend à jeter le doute sur les aspects spécifiques des morales religieuses. Comme le faisait très justement remarquer Diderot: «Il y a dans les livres inspirés deux morales: l'une générale et commune à toutes les Nations, à tous les cultes, et qu'on suit à peu près; une autre, propre à chaque nation et à chaque culte, à laquelle on croit, que l'on prêche dans les temples, qu'on préconise dans les maisons, et qu'on ne suit point du tout»². Le fait de ne pas tuer autrui fait partie de la première morale; toute une série de prescriptions alimentaires, vestimentaires, sexuelles et rituelles font partie de la seconde. Il est excessif de dire qu'on ne les suit pas du tout, mais si l'on abandonne la métaphysique qui les fonde (ces prescriptions étant supposées venir de Dieu lui-même), alors elles apparaissent comme totalement arbitraires, ce qui n'est presque jamais le cas de la première morale, quelles que soient les justifications philosophiques non religieuses, droits de l'Homme, utilitarisme etc., qu'on lui donne. Le christianisme a aussi reculé sur le plan moral, en faisant de plus en plus de la religion le garant de la morale universelle (tout en mettant en sourdine ce qui en était traditionnellement le garant, à savoir le discours sur l'enfer) et en insistant de moins en moins sur les règles spécifiques à cette religion.

Paradoxalement, on peut soutenir l'idée que les séduisantes (ces intégristes qui pensent que le siège de Pierre à Rome est vide, parce que l'Église a changé de nature) ont raison: l'Église catholique, du moins celle qui existait au XVIII^e siècle, a tout simplement disparu.

«On entend souvent dire que la théologie n'est pas ce qui compte le plus dans la religion: l'important, c'est que celle-ci vous aide à vivre. Il est très étrange que l'existence et la nature de Dieu, la grâce, le péché, l'enfer et le paradis n'aient aucune importance! Je suis tenté de penser que, si les gens adoptent une telle attitude vis-à-vis des questions théologiques, c'est parce qu'ils ne peuvent se résoudre à admettre qu'ils n'y croient pas du tout. Mais tout au long de l'histoire, et aujourd'hui encore dans de nombreux pays, d'autres ont cru et croient encore à une théologie ou à une autre, et il ne leur venait pas à l'idée qu'elle n'eût aucune importance».

Steven Weinberg³

1 Le rêve d'une théorie ultime, Paris, Odile Jacob, 1997 (p.229).

2 Denis Diderot, Pour une morale de l'athéisme. Entretien d'un philosophe avec la maréchale de ***, p.24, Mille et une nuits, Paris 2007.

Ce qui est curieux dans le mouvement interprétatif, c'est l'insistance avec laquelle les croyants affirment avoir enfin trouvé la «vraie interprétation» des textes sacrés; en effet, vu qu'il n'y a évidemment aucun moyen de demander à Dieu (même en supposant qu'il existe) ce qu'il a vraiment voulu dire dans ses textes révélés, ces interprétations sont toutes arbitraires; et ce qui est franchement comique dans cette idée de «vraie interprétation», c'est qu'elle consiste essentiellement à adapter la lecture des textes sacrés à une évolution historique qui s'est faite contre l'Église et la religion.

Malheureusement, le christianisme moderne fonctionne aussi comme ruse de la déraison. Les croyants traditionnels pensent que Dieu a créé le monde, qu'il détermine le Bien et le Mal, récompense ou punit grâce au ciel et à l'enfer, et ils acceptent littéralement les textes inspirés par Dieu. Les chrétiens modernes acceptent aussi quelque chose comme Dieu et la Révélation, mais ensuite, ils interprètent les textes sacrés à leur guise et, souvent, en tentant de les mettre au goût du jour. Lesquels sont les plus irrationnels? Les premiers font un saut dans l'irrationnel, mais ensuite se comportent plus ou moins logiquement (si Dieu est ce que les croyants pensent qu'il est, autant prendre ses paroles au sérieux). Les seconds font aussi un tel saut, mais continuent en étant parfaitement illogiques; de plus, on pourrait se demander pour qui se prennent ces gens qui prétendent expliquer ce que Dieu a vraiment voulu dire. Tout le problème du fondamentalisme est qu'il est en fait beaucoup plus cohérent (et modeste) que les versions modernes de la religion. C'est pourquoi il est dangereux de penser que le christianisme moderne est représentatif de l'attitude religieuse ou que celle-ci pourrait tendre vers cette modernité sans aller jusqu'au bout de la démarche, c'est-à-dire à l'incroyance. L'opium du peuple, comme d'autres drogues, se vend mieux pur que dilué.

Évidemment, tous les laïques et rationalistes (moi y compris) préfèrent les croyants modernes aux traditionalistes parce que, politiquement, ils sont beaucoup moins dangereux. Mais cela ne veut pas dire qu'ils sont plus rationnels que leurs prédecesseurs ou que leur religion est plus «vraie» que les versions littéralistes.

Le problème intellectuel, —le véritable danger—, lié au christianisme moderne vient de ce qu'il encourage le remplacement d'une critique rationnelle de la religion par une critique morale, laquelle juge uniquement la religion en fonction de ses «conséquences»: est-elle bonne ou mauvaise pour la société, pour le progrès social (parfois même pour la «révolution»), pour les femmes, pour les homosexuels, est-elle tolérante etc.?

La question de savoir si la religion est bonne ou mauvaise est très différente de la question de savoir si elle est vraie ou fausse. En fait, cette question-là est bien plus complexe que celle de la vérité et il est dommage qu'au fur et à mesure que le discours religieux se déplaçait vers le terrain

moral, la critique rationaliste faisait également place au discours sur les «conséquences» (discours qui a aussi l'inconvénient de permettre aux croyants d'amener le débat sur l'athéisme d'Hitler, Staline etc., qui, quoi qu'en pense, n'est certainement pas un argument en faveur de l'existence de Dieu).

Mais le fond du problème est que cette religion moderne est le résultat de siècles de reculs du christianisme face aux critiques rationalistes et scientifiques. Quand on exige, par exemple, des musulmans qu'il adoptent une version tolérante, ouverte, moderne de l'islam, on leur demande non seulement de faire en quelques années le chemin que les chrétiens ont mis des siècles à parcourir, mais surtout de faire ce chemin dans un climat intellectuel où ce qui a

© Reuters

Les stigmates du célèbre Padre Pio sont-ils compatibles avec la science, la laïcité...?

rendu possible l'évolution du christianisme, la critique rationaliste des religions, a pratiquement disparu.

Il est illogique de demander aux «vrais croyants» d'adopter une version moderne de leur religion sans entamer *d'abord* la solidité de leurs croyances. En effet, d'un point de vue littéraliste, ce sont les Écritures qui révèlent la parole de Dieu, laquelle dit à la fois le Vrai et le Bien. Or, il est évident que ces Écritures n'incluent ni la théorie de l'évolution, ni la laïcité, ni l'égalité homme-femme. Ce n'est que lorsque les certitudes religieuses sont entamées qu'on peut commencer à «découvrir» toutes sortes de belles choses dans les textes sacrés. Mais beaucoup de laïques qui se veulent «ouverts» prennent le christianisme moderne comme paradigme de la religion et acceptent de limiter la critique antireligieuse aux conséquences morales de celle-ci. Or, c'est le fait d'accepter de telles limites qui empêche justement l'évolution des religieux plus orthodoxes vers une lecture «moderne» de leurs textes sacrés. ■

Jean Bricmont

L'IMITATION ET LE PLAGIAT¹

La faculté mimétique est à l'origine de bien des apprentissages, et certainement du plus important, celui qui nous constitue en tant que membre de la communauté humaine: l'apprentissage du langage.

Signe des temps: de plus en plus d'universités ont recours à des entreprises privées qui délivrent, contre monnaie sonnante et trébuchante, de véritables certificats de «non-plagiat».

Des entreprises privées ont en effet mis au point des logiciels capables de vérifier si les étudiants ont emprunté des passages ou des idées à une source quelconque se trouvant en ligne sur Internet. Sont ainsi débusqués les reprises mot à mot, mais également les passages où de nombreux termes se retrouvent dans la source et dans la copie de l'étudiant. Un rapport précise le pourcentage de chances qu'il y ait plagiat. Il reste dès lors à l'enseignant à faire les vérifications nécessaires, puis à appliquer les sanctions prévues. Une certaine fascination pour la technologie, d'autant plus aveugle que la plupart des utilisateurs ne maîtrisent aucunement les principes mathématiques sur lesquels elle se fonde, tend à populariser l'usage de ces moyens répressifs. Par ailleurs, les mêmes firmes ont financé des recherches tendant à accréter l'idée que le plagiat est une maladie qui se répand grâce à la facilité du «copié-collé» et qu'il est indispensable de prendre des mesures destinées à endiguer l'épidémie.

Il est nécessaire de résister à cette pression. Certes, le plagiat est répréhensible, et il ne saurait être question d'en légitimer l'usage. Mais il importe de raison garder, et de ne pas tomber dans une sorte de moralisme dont le seul effet pratique serait de développer l'usage des guillemets et la pratique de la paraphrase.

Je voudrais faire trois réflexions à ce sujet. La première est d'ordre général, et quasiment politique. En recourant aux logiciels de détection du plagiat, les universités (et peut-être bientôt l'ensemble des écoles secondaires et primaires) risquent de s'engager dans un processus de privatisation de leurs missions essentielles. La finalité de notre enseignement est de communiquer des savoirs permettant de comprendre le monde et par là même une formation critique permettant à chacun de se situer dans l'ordre des discours et des représentations. Très concrètement, en tant qu'enseignant, il est donc plus important d'aider un étudiant à progresser que de vérifier s'il a utilisé, entre autres techniques, celle du «copié-collé». La logique de la formation ne saurait être remplacée par une logique de la sanction, et il faut se méfier d'une illusion technique qui ne serait que le symptôme de la démission pédagogique. Un travail construit sur les sources, le développement de l'esprit critique, la mise à l'épreuve des autorités sont autrement plus éducatifs. Ceci suppose un encadrement, une disponibilité humaine, pour accompagner cette progression, donc en définitive un ratio adéquat entre le nombre d'étudiants à encadrer et les personnels qui assu-

rent cet encadrement. C'est là où le débat devient politique, puisqu'il touche aux missions fondamentales de l'enseignement et aux moyens que l'on souhaite y consacrer.

SANS MANICHÉISME

Mes deux autres réflexions visent à critiquer l'opposition simpliste qui consisterait à ranger les plagiaires dans le camp du mal, et les étudiants non plagiaires dans le camp du bien. Ce manichéisme est évidemment en soi révélateur d'une vision du monde à laquelle je ne peux souscrire. Mais surtout il nie la réalité historique, tant dans le domaine de la formation que dans celui de l'esthétique.

L'enfant se borne à reproduire ce que personne ne songe à lui apprendre de manière consciente et volontaire. Et c'est à ce stade également que l'imprégnation est la plus profonde. En faisant siens les mots des autres, le jeune humain arrive à devenir lui-même. Il n'est évidemment pas question, ici, d'interdire de «copier», tout au contraire, c'est en imitant que l'on apprend le mieux.

Par ailleurs, dans toute l'offre d'enseignement de la fin du Moyen Âge à la Révolution française, la compétence mimétique reste centrale. Un constant travail sur les textes est la clé de l'imprégnation à quoi tendent les études de lettres. L'élève est ensuite invité à lire les textes à voix haute et à voix basse, à les étudier et à les apprendre par cœur. Les règles du professeur d'humanités dans le *Ratio studiorum* des jésuites articulent cette pédagogie en trois phases: «*Le style se forme par la lecture, l'exercice et l'imitation*»².

L'imitation conserve encore toute son importance après la Révolution française, même si le corpus des textes à imiter se modernise considérablement, et que le latin perd sa place prépondérante. On connaît ainsi les bases de la formation du jeune Flaubert, né en 1821. Les exercices se font de plus en plus souvent par écrit. Ils portent notamment sur la littérature française contemporaine. On lui demande de démarquer la nouvelle de Mérimeée, *Matteo Falcone*, le drame de Dumas, *La Tour de Nesle*, avec la consigne suivante: «*Dernière scène de la mort de Marguerite de Bourgogne, sous la forme d'un résumé à développer. Ce sujet peut faire suite à "La Tour de Nesle" et même s'il est difficile de le comprendre sans avoir lu ce drame*»³.

Il s'agit donc d'un double pastiche, à la fois mimétique de son modèle, et continuation de l'histoire. Ce type d'exercice périclitera seulement après la Seconde Guerre mondiale, avec le déclin de la formation humaniste, et la nécessité de transférer vers les langues modernes et le savoir technique (sciences et mathématiques) une part

1 Cette contribution est une version réduite de la communication que j'ai présentée au colloque «Des interdits qui méritent d'être discutés. Réflexions d'un enseignant en lettres sur l'imitation et le plagiat», Colloque «Copié - collé ...» Former à l'utilisation critique et responsable de l'information. Pôle universitaire européen de Bruxelles-Wallonie, 31 mars 2009 [publié dans les *Actes*, pp. 31-43].

2 Cité par Michèle Rosellini, «L'utilité de la lecture par la *praelectio*», *Littératures classiques*, 37, automne 1999, p. 80.

3 Gustave Flaubert, *Œuvres de jeunesse*, éd. Claudine Gothon-Mersch et Guy Sagnes, Paris, Gallimard-Bibliothèque de la Pléiade, 2001, p. 1222.

de la formation scolaire qui était attribuée au latin, au grec et à la langue maternelle. Malgré ses défauts, l'enseignement classique avait au moins le mérite d'avoir pris en compte le paradoxe inévitable de tout processus pédagogique: inculquer le même pour créer de la différence. Il insistait sur la nécessité de reproduire pour produire et savait donc organiser un saut entre la phase d'assimilation et la phase de différenciation. Avec la fin des exercices clairement imitatifs disparaît la conscience liée aux usages précis de l'imitation en régime scolaire, et donc la capacité des élèves à penser leur originalité en regard de la matière à imiter. Il est donc inévitable que la question du plagiat fasse retour dans les débats.

© AFP

Les plagiat estudiantins sont désormais débusqués.

Un troisième et dernier aspect concerne l'esthétique. Le *Dictionnaire du littéraire* rappelle que «l'imitation est une question centrale de la création artistique et littéraire, de deux points de vue. En un premier sens, elle concerne la définition même de cette création dans ses rapports avec la réalité: comment l'œuvre de fiction "imite"-t-elle le réel? C'est le problème de la "mimesis". En un autre sens, parce que toute œuvre s'inscrit dans un rapport de filiation ou de rupture avec les œuvres antérieures, il s'est instauré de longue date une tradition qui incite à imiter les maîtres antérieurs, et elle a été enseignée comme telle et transmise à travers des pratiques imitatives»⁴.

De fait, dès le XVII^e siècle, la prise de conscience du statut des auteurs va de pair avec celle de leur originalité, et elle se manifeste notamment par le soin avec lequel un Boileau fait éditer ses Œuvres par son ami Brossette. La copie sans autorisation, à l'époque, n'est pas illégale, mais elle fait l'objet de nombreux commentaires réprobateurs. Le plagiaire est qualifié par Cyrano de «pilleur de pensée», de «filou». Le *Dictionnaire de l'Académie* le dit en termes mesurés: «Les plagiaires s'attirent le mépris de tout le monde»⁵.

6 *Lettres critiques sur le Poème de Clovis [...]*, Paris, Chez Pierre Huet, 1725, p. 25 et suiv.

7 Victor Hugo, *Œuvres complètes*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 75.

8 Paul Arbelet, *L'histoire de la peinture en Italie et les plagiats de Stendhal*, Genève, Slatkine Reprints, 2001.

9 Texte repris dans Anatole France, *Œuvres complètes*, tome VII, Paris, Calmann-Lévy, 1926, p. 535.

10 Première édition, revue *Sur*, n° 56, mai 1939, réédition dans *Fictions*, trad. par Paul Verdevoye, Nestor Ibarra et Roger Cailloux, Paris, Gallimard, 1983.

connaissent tout le prix», certains plagiat sont de bon ton. Si le larcin ne peut être détecté que par les lecteurs de la «première classe», «la faute mérite beaucoup d'indulgence». Ainsi en va-t-il également lorsqu'«un plagiaire qui se dérobera à leurs yeux, ou qui sans s'y cacher absolument aura trouvé le secret de les amuser»⁶.

La force de cet argument est qu'il installe une sorte de juridiction propre au monde littéraire, qui serait différente de celle du monde social. Ainsi les jeux de l'emprunt et de la citation discrète peuvent être admis s'ils participent au plaisir du lecteur cultivé.

Contrairement à ce que l'on croit souvent, le romantisme, qui installe durablement dans nos consciences une idéologie de l'originalité de la création artistique, ne conduit pas à supprimer les pratiques de la référence et du plagiat. Il semble au contraire en renforcer l'importance, dans la mesure où ceux-ci rapprochent les créateurs les uns des autres et les éloignent de la perception «bourgeoise» de l'art. Après Charles Nodier, un grand nombre d'écrivains vont se livrer aux joies (ou aux nécessités) d'un pillage abondant de sources anciennes, étrangères ou même contemporaines. Hugo recopie des pages entières de dictionnaires dans ses romans, ce qui ne l'empêche pas d'affirmer: «N'imitez rien ni personne. Un lion qui copie un lion devient un singe»⁷. Stendhal s'approprie des nouvelles qu'il traduit de l'italien et plagie joyeusement nombre d'auteurs dans son histoire de la peinture en Italie⁸. Alexandre Dumas, qui fait équipe avec plusieurs «nègres», transpose des récits du XVII^e siècle pour les aventures de ses mousquetaires, et le comte de Lautréamont indique au seuil de ses *Poésies* que le «plagiat est nécessaire». Sous la plume d'Anatole France, à la fin du XIX^e siècle, le plagiat des idées est présenté comme inévitable. Dans son *Apologie pour le plagiat*, France souligne que «les situations sont à tout le monde», et que l'écrivain «qui ne prend chez les autres que ce qui lui est convenable et profitable, et qui sait choisir, c'est un honnête homme»⁹.

Nombre d'auteurs se revendiquant d'une certaine «modernité» littéraire ont su jouer des ambiguïtés du plagiat. L'exemple le plus connu reste celui de Jorge Luis Borgès, l'écrivain argentin, qui met en scène un écrivain nommé Pierre Ménard dont l'œuvre consiste à réécrire à l'identique le *Don Quichotte* de Cervantès¹⁰. L'allusion, le collage, l'écho de texte à texte sont les moyens de ce que la théorie a appelé l'«intertextualité». Peu d'œuvres du XX^e siècle y échappent, et les propositions de ce que l'on a appelé la «postmodernité» valorisent encore davantage les effets de citation dans les arts.

Dans le domaine de la production artistique, la question du plagiat est donc marquée du sceau de l'ambiguïté. Elle fait, depuis la Renaissance, l'objet de nombreuses polémiques, et bien des auteurs ont dû se défendre de l'accusation d'avoir pris leur bien chez autrui. Mais avec non moins de constance, les accusés ont plaidé en faveur d'un droit limité au plagiat, et ils ont démontré qu'il était impossible d'échapper complètement à ce genre de reproche. Dans ce domaine, nous avons affaire à une imitation à des degrés plus ou moins admissibles, qui sont objets d'un débat permanent. ■

Paul Aron

Directeur de recherches au FNRS et professeur à l'ULB

LES FAUX PRIMITIFS FLAMANDS DE JOSEPH VAN DER VEKEN

UNE AUTHENTICITÉ PARADOXALE

Quand les faussaires abusent les historiens d'art...

Tour à tour Docteur Jekyll et Monsieur Hyde de l'histoire de l'art, l'Anversois Joseph Van der Veken (1872-1964) mena une double vie. On sait depuis peu qu'à côté de son activité bien connue de restaurateur de peintures anciennes —il travailla dans l'entre-deux-guerres pour de nombreux musées belges—, il produisit également des dizaines de faux Primitifs flamands. Ils auraient été réalisés dans les années 1900-1920 et éculés notamment à partir d'un magasin d'antiquités qu'il avait ouvert à Bruxelles: la *Early Art Gallery*. Certains de ces faux sont entrés dans des musées. C'est ainsi que la Galerie Morave de Brno, le Musée des Beaux-Arts de La Havane et le Petit Palais de Paris possèdent des Van der Veken qui, il y a à peine quelques années, étaient encore catalogués comme des œuvres authentiques du XV^e ou du XVI^e siècle. Il est vrai que le faussaire a même abusé des historiens d'art de renom. En 1962, deux panneaux de sa main, un *Saint Sébastien* et un *Saint Michel*, furent publiés dans la prestigieuse *Revue du Louvre* sous une attribution au peintre aragonais Bartolomé Bermejo, ce qui valut à l'un d'eux d'être inclus l'année suivante dans l'exposition parisienne *Trésors de la peinture espagnole*.

La Belgique a donc eu également son Van Meegeren. Mais si ce Hollandais qui contrefaisait la peinture du Siècle d'Or avec un talent consommé a jugé bon de se dénoncer dès 1945 pour échapper à la prison pour fait de collaboration —durant l'Occupation, il avait vendu plusieurs de ses «Vermeer» à Hermann Goering—, Joseph van der Veken parvint en revanche à garder le secret autour de son activité de faussaire, en dépit de rumeurs persistantes. Ce n'est que tout récemment, après l'exposition *Fake or not fake* présentée à Bruges en 2004-2005, et suite à la publication en 2008, par l'Institut royal du Patrimoine artistique, d'un ouvrage scientifique comportant notamment un inventaire illustré de sa production, que le faussaire anversois est devenu une figure familière aux historiens d'art d'université, et redoutée par les conservateurs de musées.

Comment Joseph van der Veken fabriquait-il ses faux? À la différence d'un Van Meegeren qui s'imaginait habité par l'esprit de Vermeer, au point d'oser créer de toutes pièces des œuvres originales dans le style du grand maître de Delft, l'Anversois était d'un tempérament prudent. Il pratiquait le faux à froid, sur le mode du collage d'emprunts. Il s'était constitué un important fonds de copies sur papier d'après des peintures authentiques des XV^e et XVI^e siècles, flamandes le plus souvent. Dans le secret de son atelier, il tirait de ces dessins des détails qu'il combinait et assemblait par

un procédé évoquant le «copié-collé» contemporain, de manière à réaliser des images nouvelles. Tel corps de donatrice agenouillée était pourvu d'une tête empruntée à un autre portrait. Telle Vierge à mi-corps recevait des jambes prélevées sur une représentation mariale en pied. Tel saint Michel piérait désormais un dragon copié sur un *Saint Georges*. La fidélité aux modèles anciens de ces copies partielles conférait aux œuvres du faussaire une apparence d'authenticité. Il pouvait en outre s'appuyer sur une connaissance de la technique des peintres de la fin du Moyen Âge, connaissance acquise par la pratique de la restauration. Il reproduisait de manière convaincante le faire des maîtres flamands des XV^e et XVI^e siècles, non seulement dans les retouches qu'il effectuait sur des tableaux anciens, mais aussi dans ses «créations». Enfin, il connaissait tous les trucs permettant de simuler une matière colorante vieille de cinq siècles. Il lui est souvent arrivé de peindre ses figures sur une couche résineuse de gomme laque, laquelle favorise l'apparition précoce de craquelures. Car la simulation dont relève l'art du faussaire de tableaux anciens est de nature fondamentalement double: elle concerne aussi bien la culture que la nature. Van der Veken imitait avec le même brio les conventions esthétiques et le métier lisse propres aux artistes de la fin du Moyen Âge, que l'altération physique de la couleur à l'huile appliquée anciennement sur un panneau de chêne.

UNE ANCIENNETÉ SUBTILEMENT CRÉÉE

Aujourd'hui, les mensonges picturaux de l'Anversois ne résistent plus à l'analyse. Leur auteur ne pouvait évidemment prévoir l'évolution de l'histoire de l'art et le rôle croissant qu'allaient jouer, à partir des années 1960, les sciences de laboratoire. Il n'imaginait pas que le bois des panneaux qu'il utilisait serait un jour daté avec précision, grâce à la méthode de la dendrochronologie. Il ne pouvait savoir que les chimistes feraient aisément la différence entre les pigments industriels dont il s'était servi et ceux des Primitifs flamands. Enfin, il semble avoir ignoré que les peintres du XV^e siècle élaboraient soigneusement le modèle de leurs figures sur la préparation de craie et de colle, comme le révèle la photographie dans l'infrarouge.

La découverte de l'inauthenticité des Primitifs flamands de l'Anversois aura eu un effet paradoxal: celui de rendre apparente la part d'authenticité qu'ils portaient en eux et qui n'avait jusqu'alors été remarquée, dissimulée qu'elle était sous l'impression suggestive d'ancienneté si habilement créée par le faussaire. C'est que, dans son approche de la peinture des XV^e et XVI^e siècles, celui-ci se révèle un homme de son époque, une époque qu'il a «exprimée» au travers de son art, sans doute à son corps défendant. Les artistes qu'il

imita n'éprouvaient aucune gêne à montrer les parties génitales de l'Enfant Jésus et ils le faisaient même avec une certaine complaisance, la nudité tout humaine de l'Enfant Jésus manifestant de manière sensible la réalité de l'Incarnation complète de Dieu. À partir du XVII^e siècle, dans le sillage du concile de Trente, une certaine pudibonderie va s'imposer aux peintres. Rubens, Van Dijck et Jordaens, par exemple, dissimuleront sous d'opaques langes blancs les parties génitales de Jésus et des anges. Ce tabou est demeuré vivace dans l'art religieux du XIX^e siècle. Joseph Van der Veken ne souhaita pas l'enfreindre. C'est ainsi que, dans le triptyque pseudo-gothique de La Havane (fig.1), il reprend certes

une attitude moins familière. Si l'Allemand a représenté Marie assise par terre, dans la position dite de l'Humilité, selon une formule iconographique fréquente à la fin du Moyen Âge mais qui disparaît après 1600, le faussaire a estimé devoir arracher la figure au sol. Sur le triptyque

fig.1 - J. Van der Veken, *Vierge à l'Enfant avec donateurs* - La Havane, Museo de Bellas Artes.

le groupe de la Vierge et de l'Enfant à une peinture de l'Allemand Dirck Baegert (fig.2) mais, à la différence de ce dernier, il voile pudiquement les hanches du Christ.

GOÛT ACADEMIQUE ET PUBLIC CATHOLIQUE

Ce triptyque comporte d'autres adaptations de modèle, dans lesquelles il est permis de voir autant de reflets paradoxalement authentiques de l'époque du faussaire. La Vierge à l'Enfant de Dirck Baegert n'a pas été reprise telle quelle, même si les linéaments de son drapé ont été très soigneusement reproduits. Le peintre allemand avait donné à la Madone un visage massif, très individuel, fréquent dans l'art du XV^e siècle. Ce visage singulier a dû sembler grossier à Van der Veken, et peu conforme à la dignité mariale. Aussi, il l'a remplacé par une autre physionomie, empruntée cette fois à Hans Memling, le seul Primitif flamand auquel la critique du XIX^e siècle reconnaissait un certain sens de l'idéal. C'est que le faussaire anversois œuvrait dans un milieu pétri de goût académique, un milieu pour lequel le Christ et la Vierge se devaient, si pas d'avoir l'air grec, du moins de donner l'impression de provenir d'un tableau de Raphaël, ou éventuellement de Memling...

La dignité de la Vierge, telle que Van der Veken la concevait, exigeait non seulement une physionomie plus idéale que celle que lui avait prêtée Dirck Baegert, mais aussi

Orientations bibliographiques

Voir, sur Joseph Van der Veken, l'ouvrage collectif édité par D. Vanwijsbergh, *Autour de la Madeleine Renders. Un aspect de l'histoire des collections, de la restauration et de la contrefaçon en Belgique dans la première moitié du XX^e siècle*, Bruxelles, Institut royal du Patrimoine artistique, 2008.

de La Havane, elle apparaît un peu hautaine, le visage de face dressé sur un corps pyramidant. Les transformations apportées par Van der Veken à ses modèles permettent en réalité de mettre en évidence la perception que le public catholique pouvait avoir, dans les années 1900-1920, de la peinture des Primitifs flamands. Cette perception n'était pas exempte de contradictions. La haute estime pour l'art du XV^e siècle, un art ressenti comme encore pleinement chrétien, se heurtait à l'écart de temps et de mentalité séparant cette époque du XIX^e siècle. Aux yeux du public que visait le faussaire, la valorisation idéologique du Moyen Âge ne rendait pas pour autant acceptables l'exhibition des parties génitales du Fils de Dieu, ni la vulgarité des traits de la Vierge. Aujourd'hui, Joseph Van der Veken apparaît comme un interprète privilégié de ces réserves. L'étude de sa production jette ainsi une lumière authentique sur son époque et est donc riche d'enseignements pour l'historien d'art. D'ailleurs, depuis peu, de faux Primitifs flamands peints par l'Anversois sont proposés à la vente sous son nom et atteignent des prix enviables...

Didier Martens
Titulaire de la Chaire d'Histoire de l'Art de la fin du Moyen Âge et des Temps modernes - ULB.

Didier Martens
Titulaire de la Chaire d'Histoire de l'Art de la fin du Moyen Âge et des Temps modernes - ULB.

FLANDRE

La politique en trompe-l'œil ou les dangers du façadisme

Fin mars, le Parlement flamand approuvait un décret sur les terrains et les immeubles. Un de ses chapitres stipule que dans 67 villes et villages flamands de nouveaux bâtiments ne sont attribués qu'aux seuls acheteurs ayant un lien étroit avec la région (y avoir résidé pendant six ans de manière ininterrompue ou dans une commune voisine reprise dans le décret ou y avoir travaillé à mi-temps), et ce afin de les protéger de la flambée immobilière.

Pour rappel, ce principe avait été proposé il y a quatre ans par le représentant parlementaire Mark Demesmaeker (N-VA) et avait été adopté par le gouvernement flamand l'année dernière, alors que le cartel avec le CD&V existait encore. Une analyse plus poussée des 67 villes et villages montre clairement

que la mesure vise «les francophones et les eurocrates dans la périphérie flamande de Bruxelles, les retraités et les riches étrangers le long de la côte, les Néerlandais dans le nord de la ville d'Anvers et les habitants bien nantis dans la périphérie verte de Gand et d'Anvers»¹. À l'unisson, les partis membres de la coalition du gouvernement flamand ont défendu ce décret en vantant ses intentions sociales louables visant à permettre aux gens de continuer à vivre et habiter dans leur terroir. Mais en lieu et place des critères susmentionnés, l'absence de conditions liées au revenu ne laisse pas de nous étonner. En outre, un regard rapide sur les communes concernées montre qu'elles s'apparentent plus à des

«réserves pour riches, la plupart du temps dirigées par des administrations communales témoignant rarement de sentiments sociaux»² qu'à des communes où la mixité sociale est un fait. Paradoxalement ou assez ironiquement, cette décision du gou-

vernement flamand a suivi de très près celle visant à désigner un gestionnaire de l'image de la Flandre, image fortement écornée par la critique internationale autour de certains dossiers communautaires et de diverses tracasseries (la non-désignation des bourgmestres francophones de la périphérie et l'exigence de la volonté d'apprendre le néerlandais³ reprise dans le code sur le logement, pour ne citer que ces deux exemples).

Ce gestionnaire de l'image de la Flandre devra examiner celle de la Flandre dans le pays et à l'étranger, vérifier si cela correspond à celle que l'autorité flamande souhaite donner d'elle-même et voir «ce qu'il convient de faire pour dépasser la différence entre les faits et les souhaits»⁴.

S'agira-t-il de montrer une façade avantageuse pour embellir un bilan qui en a besoin ou sera-t-il question de façadisme, cette pratique urbanistique qui consiste à ne conserver que les façades jugées intéressantes de bâtiments anciens dont tout le reste est voué aux démolisseurs, ce qui en langage courant revient à désigner une approche purement superficielle?

Des indices permettant de voir que cette initiative dépasse ces risques seraient par exemple que le gouvernement flamand cesse d'encourager les incessantes infractions à la loi perpétrées par les bourgmestres de la périphérie (faut-il évoquer leurs dernières frasques électorales: interdiction de l'affichage politique aux partis francophones ou surcollage de celui-ci par des affiches blanches?) ou qu'il intervienne à l'encontre des communes qui introduisent des exigences de connaissance des langues comme Zaventem ou Vilvorde, ou encore qu'il «condamne sans ambiguïté

L'œil du cyclone.

*l'intolérance croissante qui donne un sentiment d'exclusion aux allophones*⁵.

Quo qu'il en soit, l'échec lamentable de Luc Vanden Brande, ancien Ministre-président, candidat à la présidence du Conseil de l'Europe, recalé dès le premier tour, montre bien l'ampleur de la tâche.

Olivier Starquit

¹ Frans De Smet, «Geen bouwgrond voor nieuwkomers», *De Standaard*, 24 mars 2009.

² Walter Pauli, «Deze bekrompen regio: mijn Vlaanderenland», *De Morgen*, 24 mars 2009.

³ et non l'exigence de connaître le néerlandais, la nuance est importante.

⁴ Guy Tegenbos, «Vlaamse overheid werkt aan imago», *De Standaard*, 9 mars 2009.

⁵ Dave Sinardet, «Onbezoldigd Ima-gomanier», *De Standaard*, 26 mars 2009.

L'Europe aux abonnés absents

L'abstention a de nouveau frappé. De plus en plus puissant, le Parlement européen intéresse de moins en moins l'électeur. Un comble pour ce trait d'union entre les Vingt-Sept.

Les élections européennes du 7 juin dernier sont passées pratiquement inaperçues. En Belgique bien sûr, où les régionales leur ont volé la vedette. Mais aussi dans le reste de l'Union où le processus démocratique est délicatement frappé d'apathie. 43% de participation: l'abstention n'a jamais été aussi forte depuis 1979, date à laquelle les eurodéputés ont pour la première fois été élus au suffrage universel.

À l'époque, 60% des Européens avaient participé au vote.

Sans doute les chiffres sont-ils exagérément alarmistes. En 1979, l'Europe supranationale comportait neuf États membres. En 2009, ils sont vingt-sept dont dix issus de l'ancien bloc communiste. «*Dans ces pays, analyse Jean-Michel De Waele qui dirige le Centre de la vie politique (Cevipol) à l'ULB, les traditions politiques sont différentes. Les gens se déplacent peu pour voter aux législatives. Rien d'étonnant à ce qu'ils ne s'intéressent pas à fortiori aux Européennes*». Cette participation très faible a fatallement fait baisser la moyenne.

C'est à l'Ouest qu'il y a lieu d'abord de s'inquiéter. L'abstention y grandit à chaque élection, traduisant la désaffection du public pour la construction européenne. Dire qu'un désamour s'installe entre le citoyen et l'Europe est sans

doute erroné. S'il y a eu un jour histoire d'amour, elle n'a jamais été fusionnelle. Et c'est là le problème: bien que nos vies dépendent aujourd'hui largement des législations qui se préparent entre le Rond-Point Schuman et la place de Luxembourg, les institutions restent incapables de s'affirmer aux yeux de l'opinion publique comme des lieux de pouvoir crédibles et incontournables. Les raisons en sont connues: l'Europe n'a jamais vraiment eu les moyens de bien se vendre, son travail se fait pour son malheur en tour d'ivoire et plutôt que de vanter ses mérites, les leaders politiques en font la source de tous les maux devant leurs électorats respectifs. C'est ainsi que l'ancien Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin s'en prit il y a quelques années au Pacte de stabilité qui balise la monnaie unique. Une ineptie assurément, cet ensemble de mesures ayant contribué au succès de l'euro et à sa capacité à résister en temps de crise économique et financière.

LE PORTEFEUILLE PLUTÔT QUE LES SENTIMENTS

L'Europe parle plus au portefeuille de ses citoyens qu'à leur esprit, le refrain est connu. Comment renverser la vaillance? Bien malin celui qui y parviendra. Plusieurs députés de la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen sont persuadés que le retour du public dans l'isolement dépendra d'une réforme du mode de scrutin. Face à un système électoral

qui additionne dans les faits les votes nationaux, ils imaginent la création de listes transnationales qui pousseraient les groupes politiques à aligner un Belge à côté d'un Letton, un Portugais à côté d'un Polonais, tous unis autour d'un programme commun censé être diffusé partout dans l'UE. Ce processus qui passe par la mise en place d'une circonscription unique est séduisant sur le papier, mais peut-il fonctionner pratiquement? Il y a en réalité de fortes chances qu'un programme élaboré pour s'adresser indifféremment à un habitant d'Arlon, de Lublin ou de Vilnius n'aboutisse qu'à un plus petit dénominateur commun. Une tisane tiédaise. D'où re-abstention. Voilà pourquoi l'ancien eurodéputé Gérard Onesta, un Vert français, pense qu'une «*solide prise de conscience préalable est nécessaire*». Celle-ci passerait par «*une crise de grande ampleur qui laisserait les États nationaux sans capacité de réaction individuelle et les obligerait à se serrer les coudes de façon durable*».

Les amener à ce compromis serait le travail d'un homme (ou d'une femme) providentiel(le). Il reste à le (la) trouver. Ce beau rêve typiquement fédéraliste n'est pas pour demain, n'en déplaise à ceux qui croient une réforme électorale possible pour 2014, date des prochaines Européennes. D'abord parce que l'option fédérale est loin d'être majoritaire au sein de l'UE. L'arrivée prochaine des conservateurs de David Cameron aux commandes de la Grande-Bretagne et la montée en puissance des eurosceptiques de

l'UK Independence Party (Ukip) de Nigel Farage risquent de compliquer plus encore la vie de l'Europe supranationale pendant la décennie à venir. Sans parler de l'influence que Londres a sur ses satellites traditionnels, notamment le Danemark, l'Italie berlusconienne et la plupart des nouveaux États membres. Piètre consolation pour les européistes: la liste transnationale *Libertas* du milliardaire Declan Ganley, l'homme du «*no*» irlandais au traité de Lisbonne, est loin d'avoir fait le plein lors de ces Européennes. Preuve que l'électeur qui s'abstient est davantage indifférent à l'Europe qu'il ne lui est opposé. Des listes transnationales composées par les partis traditionnels lui redonneraient-elles dès lors davantage le goût de la chose publique? Rien n'est moins sûr.

Et quid de l'homme providentiel? Les fédéralistes sont orphelins d'un Jacques Delors, l'homme de l'Acte unique, c'est bien connu. Mais ils savent aussi que ce temps est révolu. Les élargissements successifs ont multiplié par mille les rapports de force au sein de l'UE et impliquent des lectures autrement complexes de sa politique. L'«*homme providentiel*» du moment existerait néanmoins. C'est une femme: Angela Merkel. Mais saluée par tous pour son courage politique et son talent à mener la grande coalition qui voit en Allemagne les chrétiens-démocrates composer avec les sociaux-démocrates, elle a pour l'heure d'autres chats à fouetter. S'il faut se fier aux lauriers que lui a tressés la presse internationale durant la présidence française de l'UE, un Nicolas Sarkozy pourrait aussi devenir un jour ce président de l'Union qui n'attend plus pour exister que la signature irlandaise au bas du traité de Lisbonne. Pourrait car, en fin de compte, il y a fort à parier que l'homme providentiel sera surtout au service des grands États membres, le doigt sur la couture du pantalon, prompt à ménager les intérêts des uns et des autres. Caractère trop affirmé s'abstenir.

LE SCRUTIN AURAIT MÉRITÉ PLUS DE CONSIDÉRATION DE LA PART DES ÉLECTEURS

La volonté de reconduire Jose Manuel Barroso —personnalité ronde et arrangeante— à la tête de la

Commission est symptomatique de cet état de fait. Mais aussi de l'incapacité des deux grands groupes politiques du Parlement à conquérir leur indépendance par rapport aux gouvernements. Il est normal a priori que le Parti populaire européen (PPE, chrétiens-démocrates et apparentés), le plus puissant de l'assemblée, défende l'un des siens. Il est moins normal que le Parti socialiste européen (PSE) n'ait jamais vraiment tenté de barrer la route du Portugais vers un second mandat. Les raisons de cette situation sont connues: le PSE a dans ses rangs des eurodéputés aux ordres de gouvernements qui ont tout intérêt à ce que Barroso reste en place. Le Labour de Gordon Brown n'est pas le moindre. La nécessité d'éviter au groupe socialiste une guerre interne l'a donc emporté. Voilà qui relativise sérieusement l'argument selon lequel le Parlement s'apprête à recevoir de nouvelles compétences par le biais du traité de Lisbonne, dont celle d'élire le président de la Commission, le scrutin du 7 juin aurait mérité plus de considération de la part de l'électeur. La politique politique autant que le ronronnement des institutions desservent assurément la cause européenne.

Cela a un prix. D'aucuns voient ainsi dans ces atermoiements l'une des raisons de l'échec social-démocrate enregistré lors de ces élections. Jose Manuel Barroso passant pour le mécanicien qui conduit la locomotive européenne sur les voies du libéralisme économique, lui opposer un profil prônant plus d'interventionnisme de l'État et la relance d'un modèle social commun aurait permis de polariser la campagne et d'intéresser par conséquent l'électeur à ses enjeux. Il n'en a rien été. Les dommages collatéraux sont considérables.

La principale leçon de cette élection n'est en effet pas l'augmentation du nombre d'eurosceptiques dans les travées du Parlement européen. Leur incapacité légendaire à se fédérer rend leur travail de sape le plus souvent inopérant. En revanche, la nouvelle déglingue de la social-démocratie européenne à laquelle répond le bon maintien des conservateurs diminue un peu plus la capacité d'action de la gauche. La classe populaire, qui craint la crise lorsqu'elle n'en est pas victime, accorde de moins en moins sa confiance aux «Rouges» et se réfugie

© Communautés européennes, 2009 | Bruxelles

José Manuel Barroso devra encore attendre avant d'être reconduit dans ses fonctions.

dans l'abstention. La classe moyenne opte de plus en plus pour des voies parallèles, défendues notamment par les partis verts porteurs de valeurs post-matérialistes. Ceux-ci commencent ici et là (Belgique francophone, France...) à véritablement tirer les marrons du feu.

À juger du destin qu'une majorité de gouvernements présentent à Jose Manuel Barroso à la tête de la Commission, un changement de cap dans la construction européenne est peu probable. Puissante sur le plan économique et commercial, faible en matière de présence internationale, l'Europe continuera à travailler au confort de ses entreprises plus qu'à parler à l'esprit de ses citoyens. Après tout, c'est ce que lui demandent la plupart de ses États membres. Le reste peut parfois apparaître superflu. Y évoquer l'esprit de Monnet et de Schuman, c'est s'aventurer dans un catalogue de références de moins en moins partagées. Les eurodéputés eux-mêmes ont parfois oublié cette réalité.

Pascal Martin

PIÈTRE CONSOLATION POUR LES EUROPÉISTES: LA LISTE TRANSNATIONALE LIBERTAS DU MILLIARDAIRES DECLAN GANLEY, L'HOMME DU «NO» IRLANDAIS AU TRAITÉ DE LISBONNE, EST LOIN D'AVOIR FAIT LE PLEIN LORS DE CES EUROPÉENNES.

L'ENTRETIEN DE JEAN SLOOVER AVEC JACQUES JULLIARD

Le nouveau Léviathan

Que vaut la représentation populaire quand l'opinion publique s'oppose à ses élus?

Il y avait les nouveaux mouvements sociaux chers à Alain Touraine, voici les nouveaux mouvements d'opinion chers à Jacques Julliard¹: l'irruption de l'homme ordinaire, clamant son désaccord sur la scène politique. Cette révolution du citoyen à l'état nu aspirant à la délibération permanente n'est pas vraiment neuve, mais grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, grâce à Internet et à la blogosphère, l'opinion, désormais, prend le pouvoir partout: aggrégée en d'évanescents groupes d'influence, sans égard pour les notabilités, la pression du Nombre contre l'Elite, désormais, est constante... Ces mouvements d'opinion ont un fondement plus culturel qu'économique: l'autonomisation croissante des individus dans les sociétés modernes. Qu'il y ait de l'excès dans cette poussée démocratique ne fait aucun doute: le crétinisme démocratique n'a pas de limites... Faut-il pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain? Faut-il pour autant crier avec les loups en réactivant, contre l'opinion et ses modèles contemporains d'intervention, les préjugés antidémocratiques anciens? Les traditionnels argumentaires de la réaction contre le libéralisme politique ou le suffrage universel? Faut-il, avec Bossuet, clamer à qui veut l'entendre que «l'hérétique est celui qui a une opinion»; que l'opinion libre, en somme, c'est le protestantisme, c'est-à-dire le pire? Certains, comme Jacques Julliard, ne sont pas de cet avis: les citoyens investissant (enfin) leur souveraineté burinée dans les chartes fondamentales, il est urgent, estiment-ils,

de donner, aux différentes formes actuelles de légitimité démocratique, une reconnaissance institutionnelle...

Jacques Julliard, vous diagnostiquez une prise de pouvoir de l'opinion sur la scène politique. Les citoyens, écrivez-vous, ne veulent plus du système représentatif.

Jacques Julliard: Je constate en tout cas que l'opinion publique l'emporte fréquemment sur les décisions politiques traditionnelles, celles qui sont acquises par le suffrage universel. Exemple français: le Contrat de première embauche, le CPE. Présenté par Dominique de Villepin et voté par l'Assemblée nationale, il a été retiré sous la pression de la rue étudiante alors qu'il était inattaquable du point de vue de la légalité. Le Parlement n'est pas le seul à voir son fonctionnement entravé par le poids croissant de l'opinion: il en va de même du pouvoir judiciaire. On sait notamment combien la double obsession de la pédophilie et du viol, renforcée par l'affaire Dutroux, a pesé sur le procès d'Outreau... Le politologue François Goguel aimait à dire que la plus valable des élections est la dernière en date. Désormais la dernière des élections, c'est ce qu'exprime l'opinion publique...

QU'EST-CE QU'UN PARTI POLITIQUE?

Vous considérez que le monopole du scrutin comme expression de la volonté générale n'est plus défendable. Des élections démocratiques au suffrage universel pur et simple peuvent-elles, pour autant, être mises sur pied d'égalité avec ce

qu'extériorise informellement une opinion publique par ailleurs assez insaisissable? Déjà les révolutionnaires de 1789 s'étaient heurtés à cette question²...

Il existe une grande différence entre les deux phénomènes. L'élection ne formule jamais qu'une réponse très vague et ponctuelle. Elle recense, certes, l'adhésion des citoyens à tel et tel programme de parti, mais elle ne donne pas d'information sur les points de ces programmes avec lesquels les électeurs sont, au moment du scrutin, en accord et ceux avec lesquels ils sont à cet instant en désaccord. Et pour connaître l'état de l'opinion sur telle ou telle question —la guerre en Irak ou la réforme de l'enseignement, par exemple— il n'existe pour l'heure rien de plus robuste que les sondages, lesquels sont précisément un des vecteurs par lesquels l'opinion s'exprime dans l'espace public. Au fond, ces sondages sont plus détaillés, plus circonstanciés et, donc, plus démocratiques que les délibérations parlementaires (ndlr: ils ont néanmoins montré leurs limites lors des dernières élections régionales et européennes en Belgique).

La crise des démocraties modernes se réduit-elle à cette prise de pouvoir par l'opinion? Il y a d'autres signaux, non? Le 7 juin dernier, les élections européennes en France ont enregistré un taux d'abstention record...

Ce pourcentage ne témoigne pas d'un désintérêt pour l'Europe: le référendum français sur le projet de traité constitutionnel européen a été massif! Plus généralement, la chute tendancielle du taux de participation aux

élections ne signifie pas une moindre adhésion populaire à la démocratie. Les gens sont très attachés à la démocratie. Néanmoins, ils n'estiment plus que la désignation d'un élu pour un certain nombre d'années suffise à exprimer leurs aspirations tout au long de cette période. En somme, l'irruption de l'opinion publique et les manifestations de rue —les deux phénomènes sont liés— ne font que traduire l'insuffisance du système démocratique traditionnel dans lequel les citoyens sont présumés être en permanence en accord avec toutes les opinions de l'élu. À cela s'ajoute le fait que les représentants du peuple sont élus pour un temps long au cours duquel, inévitablement, surgissent des questions nouvelles, ignorées par tous au moment du scrutin. Autrement dit, à l'heure des sondages, des médias, d'Internet, les citoyens ne font plus confiance aux mécanismes institutionnels du XIX^e siècle. Pour autant, je ne dis pas que ces formes modernes d'expression sont meilleures que ces mécanismes séculaires; je cherche seulement à comprendre pourquoi les choses évoluent ainsi.

Par rapport au XIX^e siècle, il y a des formes nouvelles par lesquelles le public s'exprime; il y a aussi des vecteurs nouveaux pour s'adresser au public comme les sites Internet. Tout cela, donc, donne aux gens l'envie de prendre la parole. Mais ne doit-on pas craindre que, dans ce cadre, ils se fassent manipuler par des minorités agissantes?

Ce risque existe, évidemment. Il faut donc rester vigilant. C'est pourquoi, d'ailleurs, les sondages doivent toujours être présents à côté des autres formes d'expression que j'ai mentionnées; à côté de ce que font valoir les manifestations, les blogs, etc. Cela étant, le phénomène des minorités agissantes est inhérent à la démocratie. Il n'est donc pas absent de la démocratie représentative. Qu'est-ce qu'un parti politique, sinon une minorité agissante? Les formes modernes de démocratie s'ajoutent aux autres; ces dernières ne doivent pas disparaître parce que les citoyens s'expriment autrement

que par le scrutin. Néanmoins les formes d'expression traditionnelles doivent prendre les formes nouvelles d'expression de l'opinion publique en compte. Sans cette ouverture, elles seront balayées.

ÉDUCER À LA DÉMOCRATIE

La démocratie d'opinion, dites-vous, est une démocratie directe, permanente ou continue, et médiatique. Selon vous, la tâche des intellectuels, des publicistes en général et des journalistes en particulier est-elle dès lors de faire l'opinion ou de lui résister?

Ni l'un, ni l'autre! Ernest Renan le disait déjà: parfois, il s'agit de suivre

LE RÔLE DES JOURNAUX, DES MÉDIAS, DES ACTIVISTES DE LA VIE PUBLIQUE EST DE MIEUX FORMULER LES QUESTIONS MAL POSÉES OU DE METTRE AU CLAIR CELLES QUI PORTENT SUR DES INTERROGATIONS À PROPOS DESQUELLES L'OPINION N'A GUÈRE D'IDÉE

de Tocqueville avait déjà relevé ce phénomène. Néanmoins, je regarde le fait sociopolitique que constitue l'amplification du rôle de l'opinion publique comme une barrière contre le totalitarisme. La passivité, l'acceptation crédule de certaines idées conventionnelles ne sont pas le fait de l'opinion en général, mais de certains citoyens en particulier. C'est faire preuve d'élitisme de considérer que donner la parole au peuple, c'est prendre le risque de supprimer la liberté d'opinion...

Selon vous, la démocratie d'opinion va continuer à s'étendre. Alors comment domestiquer l'opinion? Comment apprivoiser le nouveau Léviathan?

Ces inquiétudes, ces critiques que l'on entend contre la démocratie d'opinion, sont exactement les mêmes que celles que l'on a formulées jadis pour faire barrage à l'instauration du suffrage universel: «les plus bêtes vont faire la loi», «ce n'est plus la raison qui va guider la politique, mais l'émotion, les sentiments, l'irrationalité», etc. Qu'est-ce qui s'est passé ensuite

pour que l'on regarde aujourd'hui le même suffrage universel comme un rempart contre l'opinion? Simplement, que l'on a permis au suffrage universel de s'exercer et que cette pratique l'a éduqué. Il en va de même de l'opinion. Si on lui fait confiance, elle va s'améliorer. Mais, pour cela, il lui faut lui donner les moyens de le faire. C'est là le rôle des intellectuels, des activistes de la démocratie. À eux de s'adresser aux citoyens et d'être capables de leur dire: «là, vous vous trompez, votre point de vue est trop égoïste».

Les dangers de la démocratie d'opinion ne peuvent être conjurés que par le courage de la classe dirigeante et des intellectuels. S'ils défaillent, la démocratie est en danger... Cette attitude vertueuse, aux antipodes de la démagogie, n'a rien de facile. Les grands éducateurs de la démocratie comme Charles de Gaulle, Pierre Mendès-France, Michel Rocard ont connu leur traversée du désert... ■

¹ La reine du monde - Essai sur la démocratie d'opinion, Flammarion, 2009, Paris. Historien, directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur* où il publie une chronique hebdomadaire, Jacques Julliard est également directeur d'études à l'École Supérieure des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Auteur de nombreux ouvrages de référence, il a signé plusieurs essais politiques marquants.

² Marcel Gauchet, *La révolution des pouvoirs: la souveraineté, le peuple et la représentation 1789-1799*, Gallimard, Paris, 1995.

Le sexe a ses raisons que la raison ne connaît point

Une enquête sulfureuse de Patrick Buisson sur les rapports entre l'érotisme et le pouvoir entre 1940 et 1945.

Ordre politique et ordre sexuel ont rarement fait bon ménage. Au cours de l'histoire, c'était à qui dominerait l'autre. L'être humain, partagé entre les exigences de la cité et celles du corps, n'a pu que gouverner tant bien que mal ses tensions internes. De ce point de vue, certaines périodes sont plus révélatrices que d'autres. En France, l'Occupation et la Libération ont accentué les contours d'une lutte séculaire: aux yeux de l'observateur, elles confondent leurs couleurs répressives, par-delà les idéologies. Tel est l'enseignement majeur des quelque mille pages que le politologue Patrick Buisson a écrites sur les rapports tissés d'ambiguïté qu'entretenent l'érotisme et le pouvoir entre 1940 et 1945.

Centré sur *Vichy ou les infortunes de la vertu*, le premier volume paru l'an dernier¹ a remporté un franc succès auprès de nombreux critiques de France, d'Italie, d'Allemagne et de Grande-Bretagne. Il faut dire, chose qui n'est pas si fréquente dans les livres d'histoire, que l'auteur combine les avantages de l'érudition avec les séductions du style: il s'entend parfaitement à mettre en valeur un travail de sourcier qui tire sa documentation de la lecture des journaux, des mémoires de l'époque et des archives policières. L'écrivain chez lui ne se laisse jamais déborder par l'enquêteur. La chronique débouche sur la philosophie: l'œuvre est à méditer autant qu'à savourer.

Dans le second volume, *De la Grande Prostituée à la revanche des mâles*, Patrick Buisson maintient l'équilibre en-

tre la prose canaille, pleine de sous-entendus polissons, et le discours grave, revenu de tous les mirages de l'idéologie. Aux esprits manichéens, la lecture du livre est vivement déconseillée. Ce qui eut lieu en France, entre 40 et 45, ce ne fut pas le passage de la Nuit au Jour, de l'Obscurité démoniaque à la Clarté salvatrice, mais quelque chose de louche à quoi notre humanité présente, éloignée par chance des horreurs de la guerre, ne

les uns sur les autres: contrairement à ce que croient tant d'hommes politiques, la démocratie fondée sur le dialogue cesse à partir du moment où certains s'imaginent détenteurs de la vérité absolue.

LA RANCŒUR DES MÂLES

D'emblée, l'auteur donne le ton, lorsqu'il nous convie aux «petites soirées entre Européens distingués», enten-

se montrent particulièrement sensibles à la séduction de l'ennemi, quelle est donc la part du jeu? De la vanité? De l'inconscience? Leur comportement contribue très tôt, en tout cas, à déculpabiliser celles qui, de condition plus modeste et dans une situation socialement moins avantageuse, subissent la même fascination et la même attirance».

La foire aux vanités ne connaît pas de frontières. En l'occurrence, elle aura pour conséquence d'attiser la rancœur des mâles français qui, ressentant cruellement, dans leur propre chair, l'humiliation de la défaite, n'auront après coup qu'une envie féroce: se venger des adeptes de la collaboration «horizontale». Sous la guerre réelle se poursuit ainsi une guerre des sexes qui n'ose pas dire son nom. La Libération sonnera l'heure des représailles contre les filles légères qui n'avaient cure du sens de l'histoire. Et c'est un peu comme si se rejouait, mais avec moins de radicalité, la décapitation de Marie-Antoinette. Car c'est aux cheveux que s'en prendront les justiciers. La Résistance avait annoncé la couleur: pas de pitié pour les «embouches», celles qui avaient mis leur corps au service des Teutons abhorrés! La dégradation publique des pécheresses ira bon train, encouragée par les autorités qui sacrifient à l'hygiénisme, à une peur de la souillure et de la contamination qui est décidément dans l'air du temps. Les détails qui nous en sont donnés ont encore de quoi soulever le cœur, tant ils nous révèlent la face cachée de certains libérateurs, dévorés par la jalousie. Alors que certains historiens ont cru trop facilement qu'il ne s'agissait là que de faits isolés, imputables à quelques excités indignes de l'idéal dont ils se réclamaient, Patrick Buisson insiste sur «le caractère méthodique, officiel et quasiment institutionnel des tontes»².

Le plus choquant n'est pas qu'il fasse apparaître une surprenante continuité dans la dénonciation des jouisseurs, une dénonciation dont une enquête spécifique pourrait mettre au jour les racines religieuses. D'une époque à

CONTRAIREMENT À CE QUE CROIENT TANT D'HOMMES POLITIQUES, LA DÉMOCRATIE FONDÉE SUR LE DIALOGUE CESSE À PARTIR DU MOMENT OÙ CERTAINS S'IMAGINENT DÉTENTEURS DE LA VÉRITÉ ABSOLUE.

UNE «SAINTE ALLIANCE DE LA FAMILLE ET DU GOUPILLON»

Blessé par la collaboration «horizontale», l'orgueil du mâle français allait prendre un nouveau coup du fait de la présence de GI entreprenants, portés sur la boisson, mais également sur le marché de la prostitution. Tout menait à une «contre-révolution masculine» qui consacrait l'union des gaullistes, des communistes et des démocrates-chrétiens contre la décadence dont se rendaient responsables des individus dépravés. Et chacun de célébrer ce que l'auteur nomme joliment «la sainte alliance de la faufile et du goupillon». L'histoire repassait les plats: le corps de la France serait soumis à de nouvelles injections de «moraline».

Au vrai, qui peut se flatter d'échapper à ces retours de flamme de la vertu effarouchée? Même dans le cercle des spécialistes, les apparences sont parfois trompeuses. On songe à la surprenante découverte que vient de faire Jean-Michel Chaumont, un chercheur belge, en étudiant le rapport publié en 1927-1928 par un «Comité spécial d'experts» sur la traite des blanches (un rapport essentiel puisqu'il devait en inspirer beaucoup d'autres, tout aussi alarmistes). Figurez-vous qu'il n'y a pas une once de vérité là-dedans et que lesdits «experts», bien loin de faire œuvre de science, «ont délibérément tronqué les résultats de leur propre enquête pour dresser un diagnostic conforme à leurs préjugés et à leurs valeurs»! En l'occurrence, la manipulation avait une cause précise: il fallait, au nom de l'hygiène sociale, soutenir les opposants au contrôle médical obligatoire des prostituées et remplacer ce dernier par une politique répressive aux effets pervers. Détails piquants dans un livre qui ne devrait pas manquer à terme de susciter la controverse³.

Michel Grodent

© R. Violet/AFP

I L'épuration ou le retour de la vertu effarouchée.

saurait se croire totalement étrangère, si tant est qu'elle ne renonce pas à toute lucidité. Que nous le voulions ou non, l'image qui, au fil de l'ouvrage, nous est renvoyée de nous-mêmes devrait nous inciter à la prudence dans les jugements que nous portons

dez lorsqu'il se pose des questions sur les «motivations très diverses» des célébrités féminines impliquées dans la collaboration avec l'Allemagne nazie: «Comédiennes, vedettes de l'écran, créatrices de mode, égéries du monde des lettres: pour ces femmes qui

² Reconnaissions que Patrick Buisson doit beaucoup à Fabrice Virgili, l'historien de *La France «virile»: Des femmes tondues à la Libération*, Payot, 2000.

³ Jean-Michel Chaumont, *Le mythe de la traite des blanches. Enquête sur la fabrication d'un fléau*, La Découverte, 324 p., 26 euros.

Quelle laïcité pour le XXI^e siècle?

Et si la laïcité pouvait se rassembler sur l'essentiel?

On se souvient de la parution en 2008 de l'ouvrage collectif *Du bon usage de la laïcité*¹ publié sous la direction de Marc Jacquemain et de Nadine Rosa-Rosso que nous avons commenté ici même, il y a exactement un an². D'entrée de jeu, les auteurs du *Bon usage* déclaraient lutter contre une «radicalité laïciste» visant selon eux «un prosélytisme anti-religieux ou athée» dirigé essentiellement contre l'islam et accessoirement les autres religions. Certaines contributions rédigées sur le mode du pamphlet y pourfendaient notamment ceux qui prétendraient réglementer le port des signes d'appartenance religieuse à l'école ou dans l'exercice de l'autorité ou du service public. On se souviendra de l'anathème adressé au «communautarisme blanc et athée».

Le Centre d'Action Laïque était expressément dans la ligne de mire de certains contributeurs. Même s'il ne serait pas juste de réduire cet ouvrage, intéressant par ailleurs, à quelques évidents règlements de comptes. Mais le premier visé par les détracteurs d'une «radicalité laïciste» était à l'évidence le Réseau d'Actions Pour la Promotion de la Laïcité de l'État, mieux connu sous le label du RAPPEL principalement animé par Nadia Geerts.

Nous attendions donc avec beaucoup d'intérêt la réplique qui ne pouvait tarder. Le printemps 2009 nous l'apportera donc sous la forme d'un autre ouvrage collectif «*La laïcité à l'épreuve du XXI^e siècle*» sous la direction de Nadia Geerts³.

Comme tout ouvrage collectif, celui présente des contributions d'inégal intérêt, mais qui ont su éviter le piège du pamphlet, même si les convictions y sont fortement affirmées.

Dans le premier chapitre, Pierre Efratas insiste sur la nécessité d'en finir avec les clichés binaires: Non, la laïcité

de l'État ne met pas en péril l'harmonie et l'équilibre démocratiques. Non, la laïcité politique n'est pas la stigmatisation des religions. Non, la laïcité politique n'est pas intrusive, tandis qu'une neutralité (entendue ici comme la juxtaposition des engagements philosophiques et religieux extériorisés dans l'espace public) ne serait pas plus respectueuse. Non, la laïcité politique n'est pas opposée à l'ouverture philosophique au pluralisme... Pourtant, je ne suis cependant pas convaincu que tous les auteurs de *La laïcité à l'épreuve du XXI^e siècle* aient su échapper à la simplification abusive et au cliché binaire. À titre d'exemple, l'affirmation proclamée dès la préface selon laquelle «le voile n'a cessé d'être l'étendard, non pas d'un culte, mais d'une idéologie politique» me semble précisément relever de ces clichés binaires.

Dans le deuxième chapitre, Guy Haarscher démontre brillamment la nouvelle stratégie des adversaires de la laïcité qui, dans les sociétés démocratiques, renoncent quelquefois au discours de la contestation de la laïcité (*au nom du principe que la loi divine est par définition supérieure à la loi humaine; fin de la discussion*) pour une stratégie beaucoup plus subtile que nous pourrions appeler «stratégie du mimétisme» qui consiste à traduire un discours anti-laïque dans le langage de la liberté et de l'égalité. La manifestation la plus classique de cette stratégie consiste à entretenir la confusion entre race et religion: une attaque contre une religion peut alors être dénoncée comme une manifestation de haine ou de phobie contre les pratiquants de certaines religions. Or, la critique même «exagérée» de la religion fait partie des acquis de la laïcité. Pourtant le censeur se métamorphose en défenseur des faibles, des victimes humiliées, bref en avocat... des droits de l'Homme. Le tour est joué.

Guy Haarscher procède ensuite à une comparaison (qu'on aurait aimé plus développée) entre la jurisprudence de la Cour suprême des États-Unis et celle de la Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg, confrontées à la problématique de la liberté d'expression en matière de critique des religions. Passionnant. Sous cet angle en tout cas, la plus laïque n'est pas nécessairement celle qu'on croit.

Nadia Geerts nous rappelle plus loin la distinction que fait Catherine Kintzler entre l'espace public (en réalité l'espace de l'autorité publique), l'espace de la société civile (qui s'exprime tant en privé qu'en public) et enfin l'espace privé (intime). La laïcité impose que la sphère publique, c'est-à-dire l'autorité qui exerce les différents pouvoirs publics et qui offre ses services publics sans discrimination à l'ensemble de la population ne manifeste aucun signe d'appartenance philosophique ou religieuse sous peine de violer son devoir d'impartialité. L'espace privé, au contraire, au nom même de la laïcité ne peut souffrir aucune espèce d'ingérence. Entre les deux, l'espace de la société civile, et notamment la place des citoyens dans les lieux publics, peut être organisé et réglementé sans que l'ingérence du pouvoir annihile la liberté d'expression et de manifestation de ses convictions ou la réduise de manière arbitraire ou injustifiée. Le débat consiste évidemment à trouver la recette de cet équilibre et de fixer les limites...

Fort à propos, Charles Suzanne montre la persévérance avec laquelle les milieux religieux (catholiques, protestants et musulmans) ont combattu la théorie de l'évolution dès la publication des travaux de Darwin, tout au long du XX^e siècle et encore aujourd'hui. Il nous rappelle qu'en ce qui concerne

le Vatican, il faudra attendre 1996 pour que Jean-Paul II mentionne que des connaissances récentes (*sic!*) conduisent à reconnaître que la théorie de l'évolution est plus qu'une hypothèse... tout en objectant (quand même!) que la présence humaine ne pourrait s'expliquer sans une intervention divine. Quant aux récentes contre-attaques créationnistes, Charles Suzanne nous présente un inventaire peu reluisant de politiques européennes qui, de Berlusconi à Tony Blair, en passant par la ministre néerlandaise de l'Éducation, Maria Van Der Hoeven, ont défendu l'enseignement de la théorie du «Design intelligent» (pure spéculación métaphysique, sans le moindre fondement scientifique), acceptant de mettre sur le même plan («tout se vaut») des convictions et des croyances d'une part et la science d'autre part.

Michèle Peyrat et Laura Herbinia se livrent à une intéressante réflexion en faveur d'un cours philosophique commun à tous les élèves. Le paradoxe est connu: au lieu de favoriser le «vivre ensemble», les cours de religion et de morale non confessionnelle divisent les élèves. Fort heureusement, certains cours de religion se sont fort rapprochés de ce qui se fait au cours de morale, encourageant la tolérance, l'ouverture, le respect des droits hu-

mans. Mais il reste des cours de religion qui dispensent une certaine sorte de catéchisme. Dès lors, n'y a-t-il pas nécessité de créer un espace où les adolescents pourraient confronter leurs points de vue sur les questions de «sens» et de «vivre ensemble», en ne s'enfermant plus dans une opposition entre «nous» et «eux».

Quand même un regret: cette intéressante question fait l'impasse sur la question des réseaux et sur le fait qu'en Communauté française, un élève sur deux est scolarisé dans une école confessionnelle. Ne serait-ce pas la première barrière à lever? Les deux heures de religion/morale à l'école officielle ne sont-elles pas l'arbre qui cache la forêt?

Dans la postface, Chemsi Cheref-Khan plaide pour une mise à plat des rapports Églises-État qui se traduisent par la reconnaissance et le subventionnement de six communautés confessionnelles (à ce jour) et une communauté philosophique non confessionnelle. Même s'il n'est pas exact de dénoncer le caractère singulier de la situation belge, puisque la quasi-totalité des États subventionne d'une manière ou d'une autre les religions (en ce compris la France, en dépit de la loi de 1905 dont la lecture ne doit pas s'arrêter aux deux premiers articles), une telle mise à plat

est bien nécessaire, tant pour définir les critères objectifs d'attribution et de répartition des deniers publics et d'en maîtriser le budget global que pour fixer les obligations corrélatives des bénéficiaires, au regard de la défense des droits humains dans leur ensemble et de la cohésion sociale, puisque l'«utilité sociale» des religions semble le seul critère qui puisse encore justifier (le cas échéant) une aide étatique.

Au total quatorze contributions, qu'il ne m'est pas possible de citer intégralement ici, faute de place. Contributions souvent intéressantes et parfois novatrices dans un débat de très grande actualité. Un regret peut-être, c'est la place disproportionnée qui y est accordée au voile et une simplification excessive de cette problématique fétiche.

Un souhait: c'est qu'au-delà de ce qui divise les laïques (et il faut se garder d'angélisme, à moins de se renier, la laïcité sera toujours traversée de contradictions et de courants plus ou moins hostiles), nous puissions nous rassembler sur quelques idées-force qui touchent à l'essentiel. De cet ouvrage, il y a certainement quelques enseignements à tirer. Mais pas seulement.

Philippe Grollet
Past-président du CAL

Philippe Grollet est l'auteur de *Laïcité, Utopie et Nécessité*, Éditions Espace de Libertés, 2005.

Le CAL communique Une justice en soutane?

Des informations fiables émanant de la cellule «Diversité» du SPF Justice ont révélé un avis globalement favorable à l'extériorisation de signes d'appartenance religieuse ou philosophique par les agents de ses services. Cet épisode intervient au moment où certains partis ont adopté des positions très conciliantes à l'égard des accommodements raisonnables, du créationnisme et du port de signes distinctifs religieux par les agents des services publics.

Un coup d'arrêt à l'histoire

Face à cet estompement progressif de la norme qui va à l'encontre du sens de l'histoire, de l'émancipation et du «vivre ensemble», le Centre d'Action laïque appelle à ce que soit garantie l'impartialité de l'État et des services publics. Depuis toujours, le CAL se bat en faveur d'une sécularisation de l'État. Le mouvement laïque, au travers d'associations aussi anciennes que la Ligue de l'Enseignement (1863), a obtenu, contre la résistance des religieux, l'enseignement obligatoire et gratuit pour tous, le suffrage universel et de nombreuses avancées dans

le domaine de l'éthique et du droit de chacun à disposer de sa vie et de son corps. Il a œuvré pour l'émancipation en promouvant, entre autres, le libre examen et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Récemment, le CAL a contribué activement à l'élaboration d'une proposition de loi complétant la garantie de séparation des Églises et de l'État. Celle-ci a déjà été déposée par deux fois au Sénat. Mais les résistances semblent nombreuses.

Le CAL tient à rappeler son attachement irréductible à la séparation des convictions personnelles et de l'État ainsi qu'à l'impartialité totale des services publics. Il s'oppose avec vigueur à tout laxisme en matière d'extériorisation des signes d'appartenance religieuse, philosophique et politique dans le chef des fonctionnaires.

Il réaffirme par ailleurs qu'il n'a aucun problème avec l'extériorisation de ces signes dans le respect de notre État de droit, par des citoyens à titre privé tant dans l'espace public que dans les institutions qu'ils fréquentent et même dans les activités organisées par le CAL.

1 *Du bon usage de la laïcité*, ouvrage collectif, Éditions Aden, 2008.

2 Philippe Grollet, «Du bon usage de la laïcité [sic]», *Espace de Libertés* n° 366 - Juillet 2008.

3 *La laïcité à l'épreuve du XXI^e siècle*, Éditions Luc Pire, ouvrage collectif sous la direction de Nadia Geerts.

Le paradoxe, réalité troublante, récurrente et féconde

Paradoxe? Plus ma barbe s'allonge et blanchit, plus je «prends de l'âge», plus je me sens devenir actif, dans le champ de l'écriture tout spécialement. Plus aussi je suis fasciné par la notion de paradoxe. Plus j'arrive à la conclusion (provisoire?) que l'essentiel des expériences humaines et sociales, individuelles et collectives, réside dans ce troublant concept. Je viens d'être conforté dans cette appréciation par la lecture extrêmement stimulante d'un récent ouvrage de Sophie Perenne intitulé *La vision paradoxale ou l'art de concilier les opposés*¹. Petit livre de spiritualité laïque, imprégné d'esprit libre-exaministe, reliant développements scientifiques et méditation philosophique.

Le paradoxe, une réalité troublante, car contraire au bon sens, différente de l'opinion communément admise (Robert). Ce qui est une absurdité pour le bon sens: voilà qui, bien évidemment, ne peut que troubler ou angoisser certains esprits étroitement rationalistes.

Le paradoxe, une tentation récurrente. Face à un tel trouble, face à l'angoisse inconsciente suscitée par certaines réalités d'apparence irrationnelle, la tentation, dans une conversation amicale ou mondaine, de jouer sur les mots pour traduire ces réalités, pour tenter, éventuellement dans un souci de séduction, de résoudre par le rire ou le sourire les tensions qu'elles provoquent par-delà la dialectique classique... vu la coexistence dérangeante de réalités contradictoires.

Le paradoxe, une solution féconde. Car il permet de surmonter, par la réflexion philosophique ou par l'action psychologique, les impasses de situations *a priori* contradictoires, voire insolubles. Le paradoxe, notion philosophique. Il reconnaît et exprime la coexistence des contraires, ouvre la voie de leur improbable conciliation. L'interprétation

paradoxe aide à dépasser les limites d'une vision dualiste des réalités humaines et sociales. Celle-ci, binaire en son essence, n'est pas nécessairement fausse. Elle peut être utile pour la gestion des choses physiques ou l'organisation de la vie collective (distinction entre l'autorisé et l'interdit, par exemple). Elle trouve une de ses sources dans la logique classique, héritière des thèses aristotéliciennes et de leur principe de base, celui de la non-contradiction (A est A et différent de non-A): de celui-ci découle le principe du tiers exclu, autre fondement de la vision dualiste. Le paradoxe, lui, s'inscrit dans une autre logique, ternaire cette fois: celle du tiers inclus. Au «ou/ou» binaire, déifiant, il invite à substituer le «et/et» reliant, ternaire. Aujourd'hui le développement des sciences physiques et humaines révèle une multitude de réalités paradoxales, nourries par la coexistence des contraires (être et non-être des énergies subatomiques, sentiments ambivalents —amour/haine, conscient/inconscient— des êtres humains). Pour ces derniers, les rêves leur permettent de résoudre virtuellement ces paradoxes et ambivalences. En revanche, la religion, de manière générale est tentée de continuer à offrir une voie royale pour le dualisme et ses oppositions sur-exploitées (vérité/herésie, paradis/ enfer, âme/corps, bien/mal).

Se contenter d'opposer ces deux logiques serait retomber dans le dualisme. Il n'y a pas l'une qui soit juste, l'autre qui soit fausse. Elles ne s'appliquent pas aux mêmes domaines, peuvent être complémentaires. La vision dualiste peut être mortifiée en ce qu'elle fonde le dogmatisme, l'intégrisme, le fanatisme (Bush, Ben Laden), la pensée unique. Certes, elle peut être sécurisante, mais elle tend à générer la sclérose du cœur et de la raison. Pour accéder au non-dualisme authentique, il faut être passé par le dualisme, lui-même

dépassement de la fusion infantile du moi et du non-moi. Diverses actions peuvent susciter ou accompagner un tel cheminement.

Le paradoxe, alors, se mue en outil d'action psychologique, de formation et d'initiation humaines. C'est lui qu'utilisent de façon systématique et systématique les thérapeutes de l'École de Palo Alto² et les pratiquants de rites initiatiques au sein de diverses cultures. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'aider les êtres humains désireux d'accéder à une nouvelle perception des réalités au sein desquelles ils vivent, de leur ouvrir la voie d'un travail sur eux-mêmes qui les amène à assumer et dépasser leurs ambivalences.

C'est en ce sens que le paradoxe, en sa richesse et sa polyvalence, constitue, par-delà ses dimensions troublantes et tentantes, une réalité humainement féconde. À cet égard, Sophie Perenne nous esquisse les voies d'une reconstruction existentielle et d'une mutation intérieure par le décentrement, la délocalisation et la détemporalisation du regard, la conciliation des contraires et la transgression des frontières. Bref, l'intégration dans notre vision du monde de cette réalité incontournable: le paradoxe. ■

Marcel Bolle De Bal

Errata EDL n°376 (juin 2009)

En pages 20-21, la signature de l'article «Obama, l'Europe et l'OTAN» est celle d'André Dumoulin et non Demoulin comme écrit erronément. Dans l'article «La pensée contre-révolutionnaire» de Julien Dohet en pages 26-27, il fallait lire «...les thermidoriens instaurent le suffrage censitaire» et non «le suffrage universel».

Un nouveau pendule de Foucault

Il s'agit bien d'un «parent» du pendule qui sert de prétexte à la promenade philosophique d'Umberto Eco dans la Chapelle du Conservatoire des Arts et Métiers de Paris!

Plus terre à terre cependant, rêve d'étudiant enfin réalisé: voir la Terre tourner... autour du pendule! Après bien d'autres expériences menées notamment à Liège, Verviers et Mons par des astronomes amateurs ou professionnels, voici le pendule près de Thuin, dans le cadre prestigieux de la collégiale romane de Lobbes, dernier souvenir de l'Abbaye Saint-Pierre, détruite depuis longtemps, qui fut un des foyers intellectuels majeurs de l'Occident entre 900 et 1200.

Il y a une grandeur assez sublime dans le lent mouvement pendulaire qui balaie le sol et la table où figurent d'anonymes lignes horaires et des angles de 5 en 5 degrés.

Réaliser un «pendule de Foucault» c'est d'abord trouver un lieu dont la voûte est assez haute (13,40 m) et assez solide pour supporter un subtil dispositif mécanique d'accrochage d'un filin soutenant une masse sphérique pesant 42,5 kg. Lors du premier lâcher, une profonde émotion... et quelques inquiétudes emplissaient le cœur des expérimentateurs. Libérer le pendule de Foucault, c'est rééditer cette cérémonie qui se déroula en mai 1851 au Panthéon à Paris. C'est surtout faire la démonstration que la Terre tourne autour de son axe en 23h 56m 04s. Une preuve qui n'avait pas été présentée avant 1851 et qui marque une étape nouvelle dans la connaissance de l'Univers.

«Eppur si muove!» («pourtant, elle se meut»), se serait exclamé, en 1634, Galilée Galiléi quittant le tribunal de l'Inquisition qui le condamnait pour avoir défendu l'«idée infâme» que la Terre tourne sur elle-même et se déplace dans l'espace.

Jean Bernard Léon Foucault, jeune physicien français, profitant des déve-

loppements théoriques de la mécanique rationnelle et des progrès de la technologie conçoit ainsi un plan «invariable» par rapport aux étoiles. Ce sont les murs et le plancher du local, entraînés par la rotation terrestre, qui tournent autour du pendule. Pour atteindre pareil but, il faut une masse pendulaire aérodynamique et qui oscille lentement pour rendre minimale la résistance de l'air. Cela impose un pendule le plus long possible pour que son amplitude d'oscillation soit faible par rapport à sa longueur, qu'elle s'amortisse très lentement car la rotation de la Terre par rapport au plan du pendule, à notre latitude, est de un degré environ par 5 minutes, soit un glissement de 8 mm sur un arc d'un mètre de rayon qui correspond à l'ouverture angulaire maximum tolérable pour respecter la loi des «petits mouvements». C'est tout juste perceptible et susceptible d'être perturbé par les courants d'air du milieu ambiant, les vibrations du bâtiment ou tout déséquilibre dans la parfaite suspension du système. Dans ces conditions, l'isochronisme du pendule (la période d'oscillation constante) découvert par Galilée est respecté et l'amortissement suffisamment lent pour que le mouvement pendulaire se conserve correctement pendant une heure. Alors la rotation du bâtiment est parfaitement perceptible.

Le pendule de Foucault met en évidence une autre propriété des mouvements relatifs mise en évidence par Galilée: la loi d'inertie.

L'expérience de Foucault fait également ressortir l'importance des «forces de Coriolis» qui créent les cyclones et anticyclones, gouvernent leur sens de rotation et deviennent vers la droite un obus tiré vers une cible, ce qui exige des artilleurs une correction vers la gauche de leur direc-

tion de tir! Une analyse méticuleuse du mouvement pendulaire montre cette déviation qui, dans le cas du pendule, est extrêmement faible au terme de chaque demi-période, mais suffisamment importante pour dominer les perturbations accidentelles dues aux vibrations, instabilités et effets du vent. D'où des contraintes sévères quant à la fermeture du local, au parfait centrage de la masse sur son centre de gravité, et à l'élimination de toute torsion du fil de suspension monté, dans le cas présent, au travers d'un manchon ouvert progressivement, monté sur un double cardan encastré sur un roulement à bille. Ce dispositif permet d'éliminer au mieux toutes forces de rappel qui, bien entendu, feraient échouer l'expérience. Ainsi pourra-t-on «voir tourner la Terre» de juin à octobre grâce à la haute structure et aux poutres maîtresses qui consolident la nef de la collégiale romane de Lobbes, érigée vers 1100 et qui a résisté au temps, aux guerres et aux querelles des humains. ■

André Koeckelenbergh

À PROPOS DU CINQUIÈME CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE JEAN CALVIN

Un homme «nouveau» et infréquentable

Faute de maîtriser le cours de l'histoire et de comprendre son destin, l'être pré-tendument rationnel se complait dans les commémorations, liturgies dans lesquelles il se pique de trouver sens et consolation. Cette année n'échappe pas à cette pratique immémoriale. En effet, elle est marquée, dans les Églises et sectes issues du schisme d'Occident, par l'hommage rendu à un théologien obsolète. Si sa pensée fut cruciale pour la tradition réformée, la formation du puritanisme et l'instauration du capitalisme, elle n'est plus guère suivie aujourd'hui que par des doctrinaires rétrogrades.

ENTRE SCOLASTIQUE ET HUMANISME

Comment un petit-fils de tonnelier de Picardie devint-il un anti-pape en Héliétie? Né à Noyon, le 10 juillet 1509, Jehan Cauvin est un exemple du *take off* de la petite bourgeoisie cupide et ambitieuse: c'est l'homme nouveau assujettissant l'ordre ancien par la plume, le verbe et l'intrigue. Instruit à Paris, Orléans et Bourges, par les meilleurs juristes et philologues, le futur théocrate forma son esprit à l'ombre de l'Église, à l'intersection de deux milieux rivaux et parfois antagonistes: la scolastique et l'humanisme. Dès 1532, à l'âge de 23 ans, il se montra un digne légataire de

© R. Viollet/AFP

Valla, Érasme et Budé, par un commentaire du *De Clementia* de Sénèque, habilement dédicacé à son protecteur, Charles de Hangest, évêque de Noyon. La gloire fut au rendez-vous. La morale supérieure des âmes fortes le fascinait. La soumission à la Providence, ce trait stoïque, germera dans sa pensée. En plus de la corrélation

entre le prédestinisme augustinien et le providentialisme stoïque, épine dorsale du système, se retrouve l'idée de l'obéissance à l'ordre supérieur de la cité voulu par Dieu, au pouvoir royal légitime. Sa vision sociopolitique est théocratique et aristocratique. C'est, pensent les historiens, le discours sur les bénédicteuses qu'il rédigea à l'intention du jeune recteur de l'Université de Paris, Nicolas Cop, fils du médecin de François I^{er}, pour être délivré en l'église des Mathurins, le 1^{er} novembre 1533 (rentrée académique), qui révélerait son adhésion à la cause de la Réforme. À cette époque, il concoctait un traité contre les Anabaptistes sur le sommeil des âmes avant la résurrection des morts (*De Psychopannychia*, 1534).

Après l'affaire des Placards à l'automne 1534, le jeune érudit prit le chemin de Bâle de crainte d'être appréhendé, puis, en août 1534, s'installa à Genève où l'ensemencement des idées réformatrices produisait du fruit. Mais les Genevois, excédés, l'en chassèrent en 1538. Strasbourg accueillit l'exilé. C'est dans la cité rhénane qu'il épousa une Liégeoise, Idelette de Bure. Rappelé à Genève en 1541 par ses sectateurs, Calvin s'empessa d'installer le cadre idéologique de sa théocratie: les *Ordonnances ecclésiastiques* (droit canon), le *Catéchisme* (résumé des croyances), le *Petit traité de la Sainte Cène* (doctrine de l'eucharistie). La défense de la doctrine et le contrôle des mœurs furent confiés à une instance composée de laïcs et de pasteurs, le Consistoire (saint Office), qui se mit à dicter sa loi religieuse et morale au Grand Conseil de Genève. Aussitôt un impitoyable rigorisme s'abattit sur la ville qui se métamorphosa en un austère cloître laïc, véritable ruche de dévots. Il faudra attendre la fin du XVIII^e siècle pour qu'on songe à ouvrir un théâtre en la cité du Léman et que les dames de petite vertu puissent accomplir leur vénérable office!

Commencée à Bâle en 1534, l'*Institution de la Religion chrétienne*, augmentée au fil des ans, parut dans sa version définitive en 1560. Cette somme théologique, chef-d'œuvre de la langue française, devint la matrice d'une nouvelle tra-

dition chrétienne, le protestantisme réformé, concurrente du catholicisme romain d'un côté et du luthéranisme de l'autre.

STATURE MÉDIOCRE ET HUMEUR CHAGRINE

Le théocrate mourut en sa «Cité-Église» en l'an 1564. Dans son *Histoire du Calvinisme*, Louis Mambourg, de la Société de Jésus, dresse un portrait sans complaisance, que ni Servet ni Castellion, victimes de l'intolérance calviniste, n'eussent démenti: «...son humeur chagrine ne l'abandonnait jamais, le rendait tellement insupportable, même à ses amis, que ceux de Genève, faisant comparaison de son tempérament atrabilaire et de son esprit satirique et querelleur avec celui de Bèze toujours enjoué, disaient communément par une assez méchante raillerie qui tient de l'impiété, qu'ils aimeraient mieux être en enfer avec celui-ci, qu'en paradis avec Calvin toujours en colère, toujours fâcheux, et surtout, quoi qu'il affectât de faire paraître une grande simplicité et un grand mépris des honneurs du monde, le plus superbe dans le fond de l'âme, et le plus arrogant de tous les hommes, ne pouvant souffrir qu'on le contredit en la moindre chose, voulant exercer un empire absolu sur les autres Ministres ses collègues, qu'il regardait de haut en bas comme ses petits disciples, ou même comme ses esclaves».

Il est aisément compréhensible que les doctrinaires, les rigoristes et les despotes se revendiquent aujourd'hui d'un personnage, certes talentueux, mais infréquentable, dont Voltaire écrivit, avec son mordant habituel: «il savait du latin, du grec et de la mauvaise philosophie de son temps. Il écrivait mieux que Luther, et parlait plus mal: tous deux laborieux et austères, mais durs et empêtrés; tous deux brûlant de l'ardeur de se signaler et d'obtenir cette domination sur les esprits qui flatte tant l'amour propre, et qui d'un théologien fait une espèce de conquérant».

Jean-Loup Seban
Professeur à la Faculté universitaire de théologie protestante de Bruxelles

Après la religion...

Le nom de Peter Sloterdijk n'a acquis quelque retentissement dans le monde francophone qu'en 1999, lorsque de divers côtés, son non-conformisme l'a fait accuser de sympathie pour l'eugénisme. Le philosophe allemand recueillait ainsi les opprobes qui menacent tout qui se rapproche de Nietzsche.

Dans *La folie de Dieu*¹ publié en allemand en 2007, il s'attaque à la question de la religion et de ce que nous appellerons celle de la laïcité dans l'univers francophone. En fait, il s'agit essentiellement de la philosophie des Lumières. Peter Sloterdijk, à coup sûr le philosophe allemand le plus connu depuis Habermas, n'est évidemment pas un esprit religieux, mais il a peu à voir avec les positions laïques classiques dont il se démarque.

RELIGION ET TRANSCENDANCE

Une partie de l'intérêt qu'il y a à lire son ouvrage provient de l'ouverture qu'il donne à des références allemandes, peu présentes dans notre culture francophone et plus d'une fois d'un grand intérêt. Aussi sa position sur la question de la transcendance part d'une réflexion assez rare, qu'il emprunte à Heiner Mühlmann. D'où vient cette idée de transcendance? De la méconnaissance du «lent» (c'est-à-dire de ce qui dure plus d'une génération). On a dès lors pu

dire que le lent renvoyait à «une planification dans l'au-delà par des intelligences transhumaines ou divines» (p. 14). Tout cela n'a plus cours aujourd'hui du fait de la maturité scientifique et technique de notre civilisation.

Sloterdijk caractérise les trois monothéismes par leur volonté «suprématiste». Au-delà de ceux-ci, il désigne l'Inde comme le pays des «plus radicaux fous de Dieu», un pays qui a été «le sol nourri des ontologies les plus extrêmes» (p. 124).

La Grèce antique s'y oppose complètement car elle n'a «jamais hébergé que les variantes plus plates car les Grecs... ne sont guère doués pour les extrémismes». Sloterdijk accompagne les thèses laïques quand il voit la

réaction des bourgeois médiévaux qui «n'étaient plus disposés à s'accommoder de la psychopolitique de la sainte terreur jusqu'à la sainteté» (p. 136).

LUMIÈRES ET MONOTHÉISME

La question de la religion et de la laïcité contemporaines sont l'objet d'un point de vue tranché, mais qui pèche parfois par la difficulté pour un philosophe allemand de ne pas assimiler esprit des Lumières et marxisme-communisme. Sloterdijk s'en réfère à la parabole de l'anneau, reprise par Lessing en 1779. Un père dispose d'un anneau fabuleux qui rend celui qui en dispose agréable à Dieu et aux hommes. Il le transmet à son fils. Dans la transmission, un père a un jour trois fils qu'il aime également. Il fait fabriquer deux anneaux et nul ne sait plus où est l'original. Que faire? Si l'on ne peut plus prouver en amont qui a la vraie foi, il faut travailler a posteriori par les vertus de chacun. C'est le résumé de la situation moderne des religions: l'appropriation externe l'emporte sur les prétentions internes.

Mais Peter Sloterdijk ne voit pas pour autant les Lumières comme véritablement autre chose qu'une religion – c'est ce qui me sépare de lui. Pour lui, les Lumières «ont produit un monothéisme d'un niveau supérieur dans lequel quelques articles de foi universels ont acquis une valeur dogmatique» (p. 169). Nous voilà laïques, accusés de n'être que des dogmatiques d'un genre plus achevé que les «vieilles religions».

Le sens historique de Sloterdijk n'en est pas moins cruel pour les religions et leurs agents. Pour lui, la fonction de théologien est «d'empêcher que les révélations soient dépassées par la nouveauté suivante..., de rendre plausible que les Saintes Écritures ne contiennent effectivement que des avancées partiellement rattrapables mais jamais dépassables» (p. 166).

LA RELIGION AUJOURD'HUI

Sa vision de la problématique la plus actuelle des religions n'est guère op-

timiste et met en cause nos présupposés démocratiques. La fable de Lessing valorise la réception de la religion. Aujourd'hui, cela nous renvoie à la culture de masse. Celle-ci est-elle un juge valable? Pour Sloterdijk, elle est fondée «sur le spectacle de la bienfaisance avec des détours par le théâtre de la cruauté» (p. 147). Plus fondamentalement, très largement comme Régis Debray et beaucoup d'Européens, il croit constater qu'après l'échec de «la politique communiste et socialiste de l'humanité, on ne dispose pour l'instant que des codes religieux traditionnels lorsqu'on cherche des formes plus englobantes de la conscience du 'nous' collectif» (p. 123).

C'est bien là l'essentiel, mais aussi l'enjeu du XXI^e siècle à son début. L'«englobant» a fini par nous échapper. On peut en chercher un autre, apprendre à s'en passer, ou pire voir laïques et religieux réaliser un nouveau consensus, gelant «le conflit de rivalité tout en maintenant en vie la provocation universaliste» (p. 155). C'est ainsi que Sloterdijk analyse le célèbre débat entre Habermas et Ratzinger².

Une culture qui nous est moins familière peut nous éclairer. ■

Patrice Darteville

1 Peter Sloterdijk, *La folie de Dieu. Du combat des trois monothéismes*. Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Libella-Maren Sell, Paris, Seuil, 2008, 189 pp. Prix: environ 23 euros.

2 Cf. mon article «Débat Habermas/Ratzinger», *Espace de Libertés* 336, novembre 2005, p.21.



Dites-le... avec un T-Shirt
... c'est moins périssable
que des fleurs ou des bonbons ...
et



CARPE DIEM
MODÈLE N° 17 de nos T-Shirts
www.communication-shirts.com

Europe, monde arabe: représentations et lieux communs

Bichara Khader est professeur à l'UCL où il dirige le Centre d'Études et de Recherches sur le Monde arabe contemporain (Cermac). Dans son dernier ouvrage, il offre une vue panoramique et une approche multidisciplinaire, assez rares parmi les nombreux livres consacrés au monde arabe.

¹ Bichara Khader, *Le monde arabe expliqué à l'Europe, histoire, imaginaire, culture, politique, économie, géopolitique*, Paris/Louvain-la-Neuve, L'Harmattan/Académia Bruxelles, 2009.

² Op.cit., p. 11.

³ Le terme Nakba, «catastrophe» en arabe, fait référence à la conséquence de la guerre israélo-arabe de 1948 durant laquelle 700 000 Palestiniens ont fui leurs villages situés dans la zone qui est devenue ensuite l'État d'Israël.

⁴ Thomas Deltombe, *L'islam imaginaire, la construction médiatique de l'islamophobie en France*, Paris, La Découverte, 2005.

⁵ Bichara Khader, op.cit., p.462.

⁶ Todorov, *La peur des barbares: au-delà du choc des civilisations*, Paris, Robert Laffont, 2008, p. 18.

L'ouvrage *Le Monde arabe expliqué à l'Europe, histoire, imaginaire, culture, politique, économie, géopolitique*¹ porte sur 22 états et 340 millions d'habitants en 2008, mais aussi sur une civilisation héritière d'une histoire fabuleuse qui explique par ailleurs le tiraillement des États arabes entre mélancolie et utopie.

Cette somme encyclopédique se veut un ouvrage contre les préjugés faisant du monde arabe un «*trou noir, une zone de ténèbres*»² et s'adresse surtout aux Européens, en raison des malentendus et lieux communs persistants qui vicinent les regards, déforment des réalités complexes, et finalement crispent les relations entre des voisins proches et intimes.

De manière pédagogique (conseils de lecture, appareil de cartes), le livre aborde toutes les grandes questions qui taraudent l'esprit curieux du citoyen européen: l'histoire, la Palestine, la laïcité et la démocratie, la géopolitique de l'eau et du pétrole, l'espace et les défis du monde arabe, ses nœuds géostratégiques, démographiques et son développement économique.

L'approche historique couvre la période de 622 à 2008, soit des croisades au Grand Moyen-Orient en passant par la fin du joug colonial, sans oublier d'évoquer la Nakba³ (devrait-on aller vers une Commission Vérité-Réconciliation à l'instar de ce qui s'est fait en Afrique du Sud, avec pour enjeu une négociation des conditions concrètes

du droit au retour?). Ce travail de mémoire permettrait de négocier une issue au conflit.

La deuxième partie analyse l'imaginaire occidental sur l'Orient, les Arabes et l'islam. Force est de constater que le rythme médiatique fait du monde arabe une énigme. Les préjugés et stéréotypes (l'intégrisme, le prétendu anti-occidentalisme des Arabes et la présentation de l'islam comme ennemi religieux de la chrétienté) constituent une entrave au dialogue interculturel.

Et si le rejet l'emporte sur la fascination, l'auteur en impute une large part de responsabilité aux médias, tout comme l'avait démontré tout aussi brillamment Thomas Deltombe dans un ouvrage consacré à la France⁴. Et ce rejet se manifeste également dans l'analyse des migrations où, malgré l'absence de l'invasion migratoire tant redoutée (la population arabe représente 1,2% de la population totale des 27 États membres), les réflexions racistes persistent et constituent «*la projection fantasmagique des problèmes des sociétés européennes*»⁵, au risque de voir «*la peur des barbares nous rendre barbares*»⁶.

Le monde arabe est, par ailleurs, lui-même empreint d'innombrables représentations négatives de l'Occident, malheureusement souvent basées sur des faits objectifs: ainsi, s'il veut bien entendre le message démocratique lié au projet du Grand Moyen-Orient, il a plus de peine à croire le messager.

Dans la dernière partie de l'ouvrage, l'auteur évoque les diverses pistes de la renaissance du monde arabe, la multiplicité des courants en la matière, les difficiles rapports entre la modernité et la laïcité dans les sociétés arabes et musulmanes. Il aborde de manière nuancée l'état de la démocratie dans les pays arabes, il revient également en profondeur sur la question du terrorisme et sur diverses problématiques politiques et stratégiques (géopolitique du pétrole, zones hydro-conflictuelles et divers projets d'unification du monde arabe).

Ce livre, vaste par l'ampleur des champs qu'il couvre et conçu comme un voyage patient au cœur des grandes problématiques arabes, une interrogation sur l'histoire ancienne et plus récente, une analyse des défis, et une réflexion sur les sentiers du futur, permet en tout cas de mieux saisir les enjeux des relations entre l'Europe et le monde arabe.

Olivier Starquit

Le chemin des droits de l'Homme

Plusieurs textes ou livres ont déjà montré l'engagement de Roland de Bodt pour les droits de l'Homme et la démocratie. Il approfondit sa réflexion avec un nouveau volume *Le Symbole de la fidélité au genre humain*¹.

Ce qui est particulier, fort et stimulant chez Roland de Bodt, c'est la volonté d'intégrer les droits de l'Homme comme la source pour chacun d'un cheminement personnel, d'une modification spirituelle fondée sur le respect de l'égale dignité de chacun et finalement sur une réforme de l'agir social.

Les droits de l'Homme sont plus que des principes abstraits, ce sont des règles de vie. On retiendra que, conformément à l'ambiance –et sans doute à la réalité– actuelle, Roland de Bodt n'a plus la confiance d'autrefois à l'égard de nos institutions démocratiques qui ne pratiquent plus l'égal respect à l'égard des plus démunis, des pauvres, des jeunes, surtout s'ils sont issus de l'immigration.

L'interrogation que je formulerais à l'égard de R. de Bodt porterait sur le choix de certains termes. Il qualifie la Déclaration universelle des droits de l'Homme de «*grand texte sacré*» et, comme l'indique le titre de son livre, il voit dans la Déclaration un nouveau «*symbole*» au sens où les chrétiens parlent du «*symbole de Nicée*» ou du *credo*. Pour ma part, je verrais un gouffre entre le «*croire que...*» et le «*croire en...*» du *credo*. Mais nulle crainte pour Roland de Bodt qui récuse explicitement de voir dans le texte de la Déclaration des solutions «*clés sur porte*» et en revendique une interprétation non figée.

Mais méfions-nous déjà des apôtres et surtout de tous les croyants. ■

P. D.

¹ Roland de Bodt, *Le Symbole de la fidélité au genre humain*, 2009, 109 pp., Le Chariot éditeur-librairie, 13 rue de l'Athénée, 7000 Mons [editionslechariot@yahoo.fr].

«UNE VIE DE SOLDAT» AU MUSÉE DE MARIEMONT

Paroles de soldat

UNE INTERVIEW D'YVES QUAIRIAUX

Le 4 août 1914, la Belgique est envahie par les Allemands. La Grande Guerre éclate et Gustave Groleau, ouvrier hennuyer à peine âgé de vingt ans, s'engage comme volontaire. Ses carnets de guerre témoignent du quotidien difficile des jeunes conscrits. Une exposition didactique et intelligente du musée de Mariemont entraîne le visiteur à se débarrasser des images d'Epinal et des idées reçues sur ce conflit particulièrement meurtrier.

Rencontre avec le commissaire Yves Quairiau, historien passionné par ce soldat au caractère bien trempé.

Comment avez-vous mis en scène l'exposition à partir de documents écrits, par définition moins visuels?

Nous avons fait appel à Frédéric De Smet, architecte diplômé de La Cambre et spécialisé dans la scénographie d'exposition. Il a rapidement saisi le sujet et ses deux thématiques sous-jacentes. D'une part, le parcours de Gustave Groleau: au travers d'extraits des carnets, nous le suivons de manière chronologique tout au long de sa guerre; d'autre part, les aspects plus généraux du conflit avec des panneaux explicatifs clairs et didactiques.

L'exposition fonctionne bien car elle est richement illustrée par de nombreux objets d'époque (uniformes, affiches, photos, films impressionnantes prêtés par la Cinémathèque royale) et des documents inédits.

Des pages de ses carnets de route sont reproduits à grande échelle et donnent une impression de roman. Dans l'audio-guide, des extraits sont lus. Un exemple frappant, réside dans l'épisode du carnet confisqué pour «*propos antimilitaristes, anarchistes et antipatriotiques*»: «*Venir m'arrêter comme le dernier des bandits devant toute une compagnie, me confisquer le journal de campagne! Cela, je ne leur pardonne pas. Pour les insultes aux officiers, j'ai dit que la plupart d'entre eux étaient des officiers de carton et je maintiens mes dires. Ils n'existent vrai-*

ment que pour enguirlander mais, quand le moment est venu de montrer qu'ils sont là, ils n'existent plus. Ils ont pour la plupart peur de la guerre».

Comment se fait-il que les soldats ont enduré cette guerre sans se révolter?

C'est l'une des questions posées par les historiens et qui répondre soulève des débats passionnés. Les mutineries de 1917 dans l'armée française sont des événements relativement isolés. Les «*péronistes*»² défendent une vision plurielle selon laquelle il y aurait eu non seulement le poids de la contrainte, mais également une adhésion à cette guerre. Je partage leur point de vue. De nombreux soldats respectaient la discipline militaire et ils se sont engagés par haine de l'envahisseur allemand ou par patriotisme.

Cette exposition remet-elle également en question un certain nombre d'idées reçues sur la guerre des tranchées?

Oui, certainement. Sans nier les atrocités et les massacres perpétrés durant la guerre, 14-18 offre la possibilité aux jeunes recrues de découvrir le monde. Certains soldats gardent un bon souvenir de ces cinq années. Sans la guerre, ils n'auraient probablement jamais quitté leur village et encore moins leur pays. Gustave Groleau nous emporte dans ces voyages lors de ses permissions. Nous pouvons lire: «*Roulant à notre aise, nous parcourons un très beau pays. Très gentil paysage, bien normand, gardant en lui un peu de cet air sauvage et fort [...] On se promenait sur la jetée. À 17h45, on était à nouveau à bicyclette et on allait faire collation à Quettehou chez la mère Chaumont*». Stupéfait, le visiteur découvre une facette inattendue: pour certains soldats, la guerre, c'est l'aventure de leur vie!

Le temps de la visite, le processus d'identification opère. De simple spectateur, nous devenons Gustave Groleau. Son cri de cœur donne un visage à tous ces soldats inconnus ou méconnus et nous permet d'en garder la nécessaire mémoire.

Propos recueillis par Virginie Cordier

Les 700 pages du soldat Groleau, rigoureuses et sincères.

«*Une vie de soldat, la Grande Guerre au jour le jour*», au musée de Mariemont jusqu'au 30 août. Tous les jours de 10h à 18h. Fermé le lundi.

* du musée de Péronne, situé dans la région de la Somme en France, qui réunit des historiens français, allemands et anglais.

Le musée surréaliste de René Magritte

© Charly Herscovici - c/o SABAM-ADAGP, 2009

■ «L'Empire des lumières», 1954.

■ «L'île au trésor», 1942.

«Je déteste aussi les arts décoratifs, le folklore, la publicité, la voix des speakers, l'aérodynamisme, les boy-scouts, l'odeur du naphte, l'actualité et les gens saouls» (René Magritte).

Ainsi parlait un homme qui avait pourtant travaillé dans les arts décoratifs, pour la firme de papiers peints Peters-Lacroix, avait mangé grâce à de nombreux travaux publicitaires, créant même pour la circonstance, avec son frère Paul, un éphémère «Studio Dongo», où il réalisera une série de «travaux imbéciles», mais dont la moindre réussite ne sera-t-elle pas, en 1966, «L'Oiseau de ciel» commandé par la Sabena, notre défunte compagnie aérodynamique nationale? Magritte avoua, sans fausse honte, à son agent

Musée Magritte, Place Royale 1, 1000 Bruxelles - Informations: www.musee-magritte-museum.be - Du mardi au dimanche de 10 à 17 h. Nocturne le mercredi jusqu'à 20h. Catalogue guide du musée, Hazan, Paris-Bruxelles.

new-yorkais, que ce contrat avait «mis du beurre dans les épinards».

Car Magritte eut toujours un rapport curieux et paradoxal avec l'argent, certes, comme tous les rapins, il connut d'abord, sur fond de krach boursier, des périodes de vaches maigres, affirmant néanmoins: «Je n'aime pas l'argent ni pour lui-même, ni pour ce qu'il procure, ne désirant rien de ce qu'on connaît». La gloire et le succès ne viendront effectivement que tardivement, au début des années cinquante, et ce grâce à son marchand américain, Alexandre Iolas, avec qui il travaillera de 1947 à sa mort, soit vingt ans de collaboration contractuelle.

Les relations entre les deux hommes nous sont connues par une intense correspondance échangée. C'est Iolas qui conseillera fermement à Magritte d'abandonner sa peinture «en plein soleil» —fiasco total— au profit des sujets de ses anciennes toiles. L'artiste accédera à la requête et en 1952, il augmente ses prix en faisant une différence entre les œuvres récentes et les remakes facturés plus chers! Il concède cinquante pour-cent à la galerie, mais le transport sera aux frais de celle-ci. Le paiement se fera au moment de la commande: «À ce sujet, je vous rappelle que sauf le paiement de la somme indiquée par la facture officielle, le reste doit me parvenir de manière privée».

Cet argent occulte transite par Zurich, Magritte souhaitant dorénavant, bien que n'ayant «aucune espèce d'ambition de luxe vulgaire», ne plus avoir à se préoccuper de soucis financiers pour pouvoir se consacrer entièrement à son art. C'est ainsi qu'à la fin décembre 1956, Magritte signe un contrat d'exclusivité avec son marchand, s'engageant à lui fournir chaque année la quasi-totalité de sa production peinte, mais il peut continuer à faire des portraits de commande, des travaux décoratifs et des illustrations pour la clientèle belge, de même les anciens tableaux restent sa

propriété. On découvrira plus tard, que Magritte n'avait pas hésité à antider plusieurs tableaux —avant 1956— pour pouvoir les négocier comme des pièces antérieures au contrat! Il n'hésite pas non plus lorsqu'une toile plaît aux amateurs à la dupliquer, ainsi «L'Empire des lumières» peinte en 1954 ne connaît pas moins de seize versions et sept gouaches, et l'on se souviendra de la colère de Peggy Guggenheim à qui le roublard avait juré qu'elle posséderait l'unique version. Ce sera d'ailleurs le sujet du prospectus frondeur «la grande baisse» concocté (anonymement) par Marcel Mariën, à l'occasion de la rétrospective au Casino de Knokke en 1962: il y dénonçait le fait que Magritte réalisait, dans un esprit mercantile, plusieurs versions d'un même tableau.

Que penserait aujourd'hui un artiste qui n'aimait pas la naphtaline de son musée mausolée? Réalisé à une vitesse TGV (huit mois) dans le très néoclassique hôtel de maître Altenloh, il propose 2 500 m² de surface rénovée abritant 250 œuvres (dont quelques chefs-d'œuvre) et documents d'archives, en faisant ainsi le plus bel écrin consacré à l'œuvre du surréaliste belge. On appréciera les œuvres hardiment éclairées et placées dans une scénographie de cabinets particuliers, clos et sombres, tandis que de nombreuses vitrines permettent de consulter les divers documents. Enfin, *last but not least*, au niveau -1, l'incontournable Art Shop, où l'on n'arrête pas le progrès mercantile et où vous pourrez vous offrir une indispensable montre Magritte ou une non moins indispensable cravate, à moins que vous ne préfériez chocolats, pralines ou chapeau melon en faïence Boch, pour le plus grand profit des astucieux propriétaires des droits de suite. Mais Magritte n'avait-il pas affirmé que «le progrès est une idée saugrenue»? ■

Ben Durant